

L'informel, cette plaie béante de l'économie nationale

Le CESE y va de ses recommandations. A bon entendeur...



Lire page 4

Fatiha Saldas : *Lachgar n'arrête pas de nous dire de le laisser tranquille. C'est nous qui lui demandons de continuer. Ce n'est pas une question de volonté des dirigeants, mais surtout celle des congressistes*



Page 3

L'évolution très positive de la diplomatie allemande
Les relations germano-marocaines en passe de retrouver leur cours normal

Page 2

Le torchon brûle entre le gouvernement français et le CFCEM
Polémique institutionnelle opposant les conceptions représentation du culte musulman et représentation des musulmans de France

Page 6

Abdeslam Bouzagou n'est plus



Le Groupe "Ittihad Presse", publiant les quotidiens "Al Ittihad Al Ichiraki", "Libération" et le site "Anwar Presse", vient de perdre un collègue et frère, Abdeslam Bouzagou, victime mardi matin d'un accident de la circulation.

Connu de son vivant par sa bonne humeur et sa jovialité, le regretté avait rejoint le Groupe durant les années 90.

En ces douloureuses circonstances, le personnel des trois publications tient à présenter ses sincères condoléances à la mère du défunt, son épouse ainsi qu'à ses enfants.

Puisse Dieu avoir l'âme du défunt en Sa Sainte Miséricorde.

Nous sommes à Dieu et à Lui nous retournons.

L'évolution très positive de la diplomatie allemande

Les relations germano-marocaines en passe de retrouver leur cours normal

Actualité



Siège du ministère allemand des Affaires étrangères.

Changement de position. Moins d'une semaine après son entrée en fonction, le nouveau gouvernement allemand, dirigé par le social-démocrate Olaf Scholz, veut ouvrir une nouvelle page avec le Maroc. Dans un communiqué publié, lundi 13 décembre sur son site officiel, le ministère des Affaires étrangères allemand ne tarit pas d'éloges à l'égard du Maroc, tout en mettant au clair ses principales positions, désormais favorables, par rapport à un certain nombre de sujets concernant le Royaume, son Sahara et les relations de partenariat qui lient les deux pays. Le nouvel exécutif allemand a notamment salué le rôle majeur que joue le Royaume pour la stabilité et le développement durable dans la région et mis en exergue l'engagement diplomatique du Maroc pour résoudre la crise libyenne, avant de qualifier le plan marocain d'autonomie au Sahara de «contribution importante». Ce revirement de situation qui devrait susciter des grincements de dents à Alger et chez les pantins du Polisario intervient quelques jours seulement après que le ministre des Affaires étrangères, Nasser Bourita, a souligné, devant les parlementaires marocains, que les relations entre les deux pays devaient être fondées sur la clarté et la réciprocité.

«A travers l'envoyé personnel du Secrétaire général des Nations unies Staffan de Mistura, l'ONU s'emploie à trouver une solution à la question du Sahara occidental. La position du gouvernement fédéral à cet égard reste inchangée depuis des décennies. L'Allemagne appuie les efforts déployés par l'envoyé personnel pour parvenir à une solution politique équitable, durable et acceptable par tous sur la base de la résolution 2602 (2021)

du Conseil de sécurité des Nations unies», lit-on dans le communiqué du ministère allemand des Affaires étrangères. «Avec son plan d'autonomie soumis en 2007, le Maroc a apporté une importante contribution à un tel accord», précise la diplomatie allemande, annonçant, par là, la position claire, formelle et explicite du nouveau gouvernement fédéral.

Le ministère a également rappelé les vastes réformes entreprises par le Maroc au cours de la dernière décennie, avant de souligner son rôle majeur en faveur de la stabilité et du développement durable dans la région. «En témoignage notamment son engagement diplomatique en faveur du processus de paix libyen», précise le ministère.

Concernant les relations économiques et commerciales entre les deux pays, la diplomatie allemande les juge remarquables. «En 2019, l'Allemagne était au 7e rang de la balance commerciale marocaine, et la même année, elle importait du Maroc pour 1,4 milliard d'euros de marchandises et en exportait pour 2,2 milliards d'euros», précise la même source. «Près de 300 entreprises avec participation de capitaux allemands sont installées au Maroc, en particulier à Casablanca et à Tanger», ajoute le ministère, avant de rappeler que le Maroc «reste une destination touristique appréciée pour les Allemands qui représentaient, en 2019, environ 6% des touristes étrangers».

Le gouvernement fédéral met, par ailleurs, en exergue l'appui de l'Allemagne au processus de modernisation du Maroc. «Au vu du volume de ses engagements, à savoir près de 1,2 milliard d'euros en 2020, l'Allemagne compte parmi les principaux donateurs bilatéraux», souligne-t-on. Et d'ajouter : «La coopération germano-marocaine est axée sur les domaines

du développement économique et de l'emploi durable, des énergies renouvelables et de la gestion des ressources en eau».

Une gifle magistrale

Pour le journaliste algérien, exilé à Oujda, Oualid Kebir, «il s'agit là d'une énième gifle magistrale infligée par un pays européen à la diplomatie algérienne et ses pantins du Polisario». «Elle accentue considérablement l'isolement de l'Algérie aussi bien sur la scène régionale qu'internationale», explique-t-il, avant d'affirmer que la nouvelle position du gouvernement allemand représente une autre brillante victoire de la diplomatie marocaine. Oualid Kebir a également fait savoir que «cette volonté du nouveau gouvernement allemand d'ouvrir une nouvelle page dans ses relations avec le Maroc s'est manifestée dans le communiqué de son ambassade à Rabat du 7 décembre, où la représentation diplomatique a qualifié le Maroc de partenaire central pour l'Allemagne». «Le gouvernement fédéral s'était également félicité expressément de la normalisation des relations entre le Maroc et Israël», a-t-il indiqué.

Le journaliste et opposant algérien a aussi rappelé que l'ère d'Angela Merkel est révolue et que le nouveau gouvernement a d'ores et déjà choisi son camp. «Après plusieurs actes hostiles et actions attentatoires de l'ancien gouvernement allemand à l'égard des intérêts du Royaume du Maroc, surtout après la reconnaissance américaine de la souveraineté du Maroc sur son Sahara, Berlin semble tourner le dos aux généraux d'Al Mouradia qui imposent leur dictature au peuple algérien depuis l'indépendance», estime-t-il, avant de rappeler que «l'Algérie n'a toujours pas avalé la reconnaissance de la souveraineté du

Maroc sur son Sahara par les Etats-Unis fin 2020, d'autant que l'administration Biden semble suivre le même chemin».

M. Kebir a, par ailleurs, tenu à rappeler que «l'Algérie qui est, depuis quelques années, le premier importateur de matériel de guerre made in Germany, sera certainement interloquée par la position du nouveau gouvernement allemand, au moment où le peuple algérien est déjà excédé par les échecs successifs de sa diplomatie et suit avec inquiétude les manifestations flagrantes et répétitives de crise qui frappent le régime de plein fouet». Le journaliste algérien estime, par ailleurs, «qu'une deuxième vague du Hirak éclatera tôt ou tard et permettra au peuple algérien de se libérer d'un régime totalitaire et tyrannique, dirigé par des militaires en perdition».

Pour sa part, le politologue marocain Khalid Dahmani pense, lui aussi, qu'il s'agit d'un «nouvel échec pour launte militaire et ses sbires polisariens qui ne cessent de cumuler les défaites diplomatiques». «Au moment où l'Algérie cherche à faire son come-back sur le plan diplomatique, c'est un coup dur qui lui a été asséné», explique ce spécialiste, avant de préciser que les rejets de la thèse séparatiste se sont multipliés dans plusieurs pays. «Certains ont retiré leur reconnaissance du Polisario, d'autres soutiennent, d'une manière franche, la proposition d'autonomie présentée par le Royaume», précise notre interlocuteur. «Avec sa position, désormais claire et sans équivoque, Berlin met fin aux aspirations démesurées du régime algérien visant à instaurer un environnement de tension dans la région maghrébine», explique-t-il. Et de préciser que «launte algérienne espère, en ayant recours à cette bonne vieille recette, détourner l'opinion publique de la réalité intérieure désastreuse». «Tous ceux qui suivent la détérioration de la situation intérieure en Algérie et le manque flagrant de légitimité du régime militaropolitique en place sont conscients des causes réelles de cette agitation des décideurs algériens», ajoute-t-il. Khalid Dahmani explique dans ce sens que «des Etats fragiles adoptent toujours une stratégie basée sur la création et le maintien d'un foyer de tension». «Ce procédé est la signature même des Etats autoritaires», martèle-t-il.

Le politologue marocain estime, par ailleurs, que «l'Algérie n'aura bientôt plus aucun choix que celui de s'engager pleinement dans le processus des tables rondes dans un esprit de réalisme et de compromis». Il considère également que cette nouvelle position des allemands «coupe court à toutes les malheureuses aspirations des généraux algériens visant à porter atteinte au Maroc en se livrant à une guerre de déclarations mensongères». «Elle met également à nu leurs allégations et leurs tentatives de faire croire au peuple algérien que leur pays est un acteur central et incontournable dans la région et sur la scène internationale», conclut-il.

Mehdi Ouassat

TELQUEL



Membre du Bureau politique de l'USFP, ittihadia pure et dure depuis sa tendre jeunesse, connue et reconnue, rompue à la tâche en tant que dirigeante au Parti de la Rose et en tant que militante invétérée au quotidien, Fatiha Saddas, avec la sage spontanéité et le franc-parler qu'on lui connaît, s'est admirablement livrée au jeu de questions-réponses dans la fameuse rubrique « L'interrogatoire », savamment concoctée par nos confrères de Tel Quel.

Des questions pertinentes et des réponses sans détour. Un entretien plein d'enseignements.

L'interrogatoire

Par Jassim Ahdani

Smyet bak ?

Mohamed, paix à son âme.

Smyet mok ?

Fatna, paix à son âme.

Nimirou d'la carte ?

A129775.

Le 11^e congrès de l'USFP se tiendra fin janvier prochain, en présentiel et à distance. Où en êtes-vous dans les préparatifs techniques ?

En plus du comité d'organisation du congrès, il y a un comité de logistique qui réfléchit au modèle à adopter. Dans les années 1960, Omar Benjelloun avait défini un concept organisationnel que nous n'avons eu de cesse de développer. Cela a toujours été au centre des discussions.

1000 congressistes devront s'exprimer et voter durant les 3 jours du congrès. Ne risquez-vous pas de devoir en prolonger la durée ?

Non, car les gens préfèrent désormais les réunions à distance et s'adaptent à cette nouvelle situation. C'est devenu normal dans la vie politique et syndicale, et même au sein de l'Etat. C'est le contexte qui nous l'impose. Mais si l'intensité de la pandémie s'atténue, nous pourrions envisager de tenir tout le congrès en présentiel. Cela nous éviterait de nombreux problèmes techniques.

Votre premier secrétaire, Driss Lachgar, a récemment déclaré qu'il comptait sur "la bonne foi de tous" afin de réussir le congrès. Est-ce suffisant en politique ?

Je pense que nous sommes à la hauteur de nos responsabilités. Si le vote se tient à distance, nous fournirons au niveau central toutes les possibilités avec lesquelles nous gérerons ce processus.

Certains de vos congrès se sont déjà terminés en scissions irréversibles...

L'USFP a connu de nombreuses scissions. Mais nous sommes encore là, avec

43 parlementaires dans les deux chambres. Nos crises nous ont affaiblis au lieu de nous renforcer. Aujourd'hui, il faut réfléchir aux mécanismes qui maintiennent le parti afin qu'il puisse, à l'avenir, reprendre la place qu'il mérite.

La majorité des membres de votre bureau politique appellent Driss Lachgar à assurer un troisième mandat consécutif. Manquez-vous d'alternatives à ce point ?

Je fais partie de ceux qui veulent voir le frère Driss prolonger son mandat. Il a orchestré les élections de 2015, 2016 et 2021. Nous avons travaillé avec lui dans les provinces afin de couvrir toutes les circonscriptions et de respecter la loi relative aux partis. Les résultats sont aujourd'hui positifs, comme vous le savez. Pourquoi n'aurait-il pas droit à un troisième mandat ? Benabdallah l'a fait au PPS, et Benkirane est tout juste redevenu leader du PJD.

Mais Ssi Driss a affirmé à de nombreuses reprises ne pas avoir l'intention de briguer un troisième mandat...

Ce n'est pas une question de volonté des dirigeants, mais surtout de celle des congressistes. Si vous demandez à n'importe quel parlementaire socialiste, il vous dira qu'il souhaite travailler avec Ssi Driss au cours des cinq prochaines années. Il a été omniprésent lors de la préparation des élections et a résolu de nombreux problèmes survenus au niveau local.

Et que dit votre règlement interne ?

Chaque membre a droit à deux mandats, pas seulement le Premier secrétaire. Pour en envisager un troisième, il est nécessaire de réviser le règlement interne. Si cette option est retenue par le comité d'organisation du congrès, il faudrait qu'elle soit préalablement approuvée par le conseil national.

Une partie de vos camarades laisserait entendre que Hasna Abou Zaid serait prête à challenger Lachgar. La concernée, elle, entretient le flou. Soutiendriez-vous un visage féminin, le cas échéant ?

Non, j'aurais tout aussi bien pu me

présenter moi-même dans ce cas. Je suis une militante qui a accumulé des années de responsabilités. Hasna Abou Zaid, je l'admire et la respecte. Mais si je devais voter pour une seule, ce serait pour quelqu'un qui a travaillé dur toutes ces années au niveau local. Je suis pour la récompense des efforts. Homme ou femme, personne ne peut rester confiné chez lui quatre ans et devenir mon chef par la suite. Ethiquement, je considère hchouma ce ceux qui n'ont pas mené bataille avec nous puissent se présenter dans ce contexte.

Est-ce le cas de l'ancien ministre USFP, Abdelkarim Benatiq, qui a d'ores et déjà annoncé sa candidature ?

Nous n'avons pas officiellement ouvert la porte des candidatures au poste de Premier secrétaire. Benatiq a annoncé son intention de se présenter, marhaba. C'est le congrès qui décidera.

Certains le présentent comme un "lièvre de course" pour donner une image de démocratie interne. N'y a-t-il vraiment personne pour concurrencer Lachgar ?

Il faut que vous sachiez que Driss n'a pas arrêté de nous dire de le laisser tranquille. C'est nous qui lui demandons de continuer. Il est charismatique, il a du sens politique, une présence quotidienne au siège... Je n'étais pas d'accord avec lui avant 2012.

J'étais plutôt proche du frère Ouallou. Mais quand ce dernier est tombé au deuxième tour du 9^e congrès, j'ai fait campagne pour Lachgar sans réfléchir. C'est ma génération. On coopérait, on se disputait, toujours dans un cadre fraternel. C'est un militant des années 1970-1980, un ancien leader de la chabiba et du mouvement étudiant, chef de la majorité parlementaire à l'époque de l'Alternance.

Autre prétendant, le démissionnaire Hassan Nejmi dit que sa candidature dépend du parti, de la société et de l'Etat. Lui non plus ne fait pas le poids à vos yeux ?

Je n'ai pas compris ce qu'il a voulu

Fatiha Saddas

Lachgar n'arrête pas de nous dire de le laisser tranquille.

C'est nous qui lui demandons de continuer

Ce n'est pas une question de volonté des dirigeants, mais surtout celle des congressistes

dire. Comment peut-il proposer une candidature alors qu'il a démissionné ?

Que valent ces courants aux slogans révolutionnaires au sein de l'USFP, tels "Ilal amam" et "Ouled chaab" ?

Nous l'ignorons. On lit seulement leurs communiqués sur certains sites d'information. Je suis issue d'une ancienne génération qui a une conviction ferme : j'ai été beaucoup lésée dans ce parti, mais je ne suis jamais allée critiquer ma formation dans la presse. Je le fais en interne.

Les détracteurs du leadership de l'USFP prétendent ne pas avoir été consultés sur la date et le mode d'organisation du prochain congrès. Un énième désaccord à finir en justice ?

Que puis-je dire ? Nous avons annoncé la date du congrès il y a deux mois. Mais avant cela, nous avons révisé 3 articles du règlement intérieur pour adapter le congrès au fait qu'il y a eu en septembre 2021 trois élections distinctes en une journée. Nos structures sont en parfaite cohérence avec la loi.

LE PV

C'est au siège de l'USFP à Rabat que Fatiha Saddas nous accueille. Candidate malheureuse aux dernières élections régionales à Casablanca-Settat, elle n'a pas réussi à décrocher l'un des trois sièges à pourvoir dans la province de Benslimane.

Elle en a vu d'autres. Des campagnes électorales, Fatiha Saddas en a mené depuis 1976. L'ancienne vice-secrétaire de l'organisation féminine de l'USFP de 1992 à 2002 se présente comme une légitimiste anti-scissionniste qui n'a jamais répondu aux sirènes frondeuses.

Celle qui estime que le militantisme s'est éteint de nos jours ("il n'y a plus de militants, que des activistes. Le militant était celui qui se faisait incarcérer pour ses idées", tonne-t-elle) est ittihadia depuis ses 12 ans et compte le rester jusqu'à son dernier souffle. "Même en béquilles, je serais une vieille dame qui ira voter pour l'USFP", nous confie-t-elle... à moins que le vote à distance ne se généralise d'ici là.

Le CESE y va de ses recommandations. A bon entendeur...

L'informel, cette plaie béante de l'économie nationale

«**R**éduire progressivement la part de l'emploi informel à 20%, lever les barrières législatives, réglementaires et administratives, renforcer le contrôle et l'inspection à différents niveaux, revoir et simplifier le cadre juridique», telle est la recette proposée par le Conseil économique, social et environnemental pour réduire le poids de l'économie informelle au Maroc.

Intervenant lors d'une journée d'étude organisée lundi à la Chambre des conseillers pour présenter les conclusions de deux rapports élaborés par le CESE sur l'économie informelle, Ahmed Reda Chami, président de cette institution, a appelé à réduire progressivement la part de l'emploi informel à 20% contre 60 et 80% actuellement tout en notant que le taux de 20% est la moyenne enregistrée dans un grand nombre de pays développés. Il a également souligné que ce pourcentage ambitieux devrait inclure, en particulier, les activités de subsistance ainsi que les unités productives non organisées qui fonctionnent avec des capacités limitées. D'autre part, une approche plus stricte doit être adoptée afin d'éliminer les activités illégales et clandestines et les pratiques d'unités de production non organisées en concurrence avec le secteur organisé, précise-t-il.

D'autre part, Ahmed Reda Chami a suggéré de lever les barrières législatives, réglementaires et administratives en liaison avec ce dossier via une révision des textes juridiques obsolètes ou ceux qui ont démontré leur inapplicabilité et qui empêchent l'intégration dans le secteur organisé. A ce propos, le président du CESE a suggéré d'améliorer le statut de «l'auto-entrepreneur» en relevant le seuil maximum annuel des transactions et en autorisant ces auto-entrepreneurs d'embaucher deux ou trois salariés.

Il a également appelé à une révision du mécanisme de la «contribution professionnelle unifiée» et des cotisations complémentaires qui permettent l'accès au système de protection sociale ; et cela afin d'adapter le montant des contributions aux capacités financières de chaque personne.



Ahmed Reda Chami a également appelé à l'élaboration d'un programme pluriannuel pour accompagner le processus de réglementation des métiers et des professions, ainsi qu'à l'élaboration d'un cadre de référence ou d'un cahier des charges pour chaque profession définissant les qualifications et les compétences requises pour la pratiquer. Et cela afin de moderniser ces métiers et de faciliter leur intégration ultérieure. Il a également suggéré la création de zones d'activités économiques comprenant des lieux de production proposés à la location, en veillant à ce que leur surface louée et leur prix soient adaptés aux besoins des très petites unités de production.

Il a également souligné la nécessité de renforcer la surveillance et le contrôle à différents niveaux, tout en veillant à ce que les sanctions soient suffisamment dissuasives et proportionnées au niveau de la gravité des infractions, notant que cette recommandation concerne particulièrement le commerce de gros non réglementé et les pratiques clandestines de certaines entreprises structurées.

Ahmed Chami a appelé à

l'élaboration d'un plan national pour l'intégration économique et sociale des vendeurs ambulants, découlant de la stratégie proposée par le CESE. Dans ce sens, il propose de simplifier le cadre juridique relatif à l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public par les marchands ambulants, que ce soit par l'exploitation de lieux permanents au sein de l'agglomération ou dans des rassemblements semi-urbains ou ruraux, soit en utilisant des véhicules, soit en exploitant des sites sur des axes routiers à la périphérie des villes.

En outre, l'intervenant a également appelé à profiter de l'opportunité de l'opérationnalisation du projet de généralisation de la protection sociale afin de généraliser l'intégration des vendeurs ambulants dans le système d'auto-entrepreneur, et leur favoriser l'obtention de cartes professionnelles ; de créer un système ouvert de formation professionnelle pour permettre à une partie importante de ces vendeurs de s'engager dans des activités alternatives, et de stimuler l'investissement privé afin de participer à leur intégration dans le cadre du partenariat public-privé.

Pourtant, plusieurs questions demeurent : Le nouveau Exécutif prend-il au sérieux les conclusions du CESE ? Ce rapport ne sera-t-il pas un document de plus, puisqu'il n'est pas le premier du genre et ne sera pas le dernier ? A rappeler que l'année en cours a été marquée par la publication d'au moins quatre documents concernant le secteur informel (HCP, Banque mondiale, Banque africaine de développement et Alternatives managériales économiques). Sans oublier la sonnette d'alarme tirée par la CGEM qui a indiqué que l'informel a dépassé le volume de la simple activité vivrière et qu'aucun secteur n'est épargné tout en précisant que la concurrence déloyale qu'il livre à certaines activités a déjà poussé plusieurs opérateurs vers l'économie souterraine. La CGEM estime que les 9 millions de personnes exerçant dans l'économie non structurée et qui ne bénéficieront pas de la retraite à 60 ans, constitueront une vraie bombe à retardement qui interrompt notre modèle de développement.

Une autre question et non des moindres : comment le gou-

vernement compte-t-il procéder ? Optera-t-il dans sa lutte contre l'économie informelle pour une approche purement fiscale et comptable comme c'était toujours le cas ou choisira-t-il d'aborder cette question d'un point de vue social ? En effet, la logique fiscale a toujours primé au détriment d'une approche multidimensionnelle. Tel était le cas du dispositif auto-entrepreneur destiné, entre autres, à lutter contre l'informel, qui a connu un vrai échec puisqu'il n'a réussi à toucher qu'une infime partie des entrepreneurs de l'économie souterraine.

Et la dernière question à poser : le nouveau gouvernement arrivera-t-il à instaurer la confiance et la transparence auprès des concernés pour encourager le passage de l'informel au formel ? A souligner que les adeptes de l'économie informelle ne sont pas des anges dont la conversion du jour au lendemain est acquise. Il s'agit, en effet, de professionnels ou d'entrepreneurs qui font appel à des experts pour passer sous les radars, nous a affirmé un spécialiste de la question. Affaire à suivre.

Hassan Benteleb



Covid-19: Les autorités marocaines autorisent des vols de passagers à destination du Royaume à partir du Portugal, de la Turquie et des EAU

À fin de permettre le retour au Maroc des citoyens marocains qui résident effectivement au Royaume et qui ont été bloqués à la suite de la suspension des vols, les autorités marocaines vont autoriser, à titre exceptionnel, des vols de passagers à destination du Royaume à partir des 3 pays suivants : le Portugal, la Turquie et les Emirats Arabes Unis.

Selon un communiqué du Comité in-

terministériel de suivi du Covid, cette opération, qui débute ce mercredi 15 décembre, concerne, exclusivement, les citoyens marocains qui résident effectivement au Maroc et qui ont quitté récemment le territoire national.

Les frais de voyage sont à la charge des bénéficiaires, précise la même source, qui affirme qu'un protocole sanitaire sera applicable comme suit :

1. Chaque passager devra présenter,

avant l'embarquement, un test PCR de moins de 48 heures;

2. Les passagers seront confinés pendant 7 jours dans des hôtels dédiés, à la charge du gouvernement marocain;

3. Des tests PCR seront effectués durant la période de confinement, toutes les 48 heures;

4. Toute personne testée positive à l'aéroport ou à l'hôtel sera prise en charge par les autorités sanitaires compétentes.

Abdessadek Benadi : *Le service militaire, une expérience bénéfique et enrichissante dans la vie du citoyen*

Le service militaire représente une expérience bénéfique dans la vie du citoyen dans la mesure où elle lui permet d'enrichir sa vie personnelle et professionnelle, a affirmé Abdessadek Benadi, secrétaire général à la Direction des affaires électorales au ministère de l'Intérieur. Ce service, dont l'opération de recensement a été lancée lundi, est d'une grande valeur qualitative puisqu'il permet aux appelés de bénéficier d'une formation professionnelle multidisciplinaire couronnée par des diplômés professionnels, à même de leur ouvrir des perspectives d'avenir prometteuses, a-t-il souligné dans un entretien à la MAP.

Il s'agit aussi d'une opportunité pour les jeunes concernés âgés entre 19 et 25 ans en ce sens qu'elle leur permet de connaître de près les rôles majeurs assumés par les Forces Armées Royales dans les différents domaines militaires, sanitaires et humanitaires aussi bien à l'échelle nationale que sur les plans africain et international, a

poursuivi le responsable. Le conscrit bénéficie aussi d'un stage en éducation physique pour préserver sa condition physique et développer la confiance en soi et les capacités d'endurance, a-t-il ajouté.

M. Benadi a, en outre, indiqué que dès que l'individu reçoit une notification l'informant qu'il est appelé à effectuer le service militaire, il doit remplir le formulaire relatif au recensement sur le site électronique dédié à cette opération www.tajnid.ma dans un délai de 20 jours suivant la réception de la notification. Dans ce formulaire, la personne concernée doit indiquer son nom et prénom, le numéro de sa Carte nationale d'identité électronique (CNIE), les prénoms de ses parents et le numéro de convocation, a expliqué le responsable.

Même s'il ne reçoit pas de convocation, tout jeune peut aller vérifier sur le portail électronique s'il fait partie des appelés en inscrivant son nom et prénom, le numéro de sa CNIE et les prénoms de ses parents dans la rubrique

dédiée sur le formulaire, a-t-il noté, relevant que si son nom figure parmi les appelés, son numéro de recensement sera téléchargé automatiquement.

Il a souligné que les citoyens, qui n'ont pas été convoqués au service militaire, peuvent, à titre volontaire, remplir le formulaire de recensement selon la même procédure mentionnée, ajoutant que ce formulaire doit, dans ce cas, être rempli dans le délai fixé pour le recensement sous peine de ne pas être pris en considération.

Et de poursuivre que si la personne, qui se porte volontaire pour accomplir le service militaire, est membre de la communauté marocaine résidant à l'étranger, elle peut, dans le délai fixé pour le recensement, remplir le formulaire depuis la page web dédiée à cet effet sur le site électronique en saisissant son nom et prénom, les données relatives à sa CNIE, ainsi que son numéro d'immatriculation consulaire.

Il a précisé que les personnes concernées par ce service, dont la durée est fixée par la loi à 12 mois, sont

les jeunes âgés de 19 à 25 ans, et que ces derniers peuvent bénéficier de dérogations temporaires ou définitives, dont les conditions sont fixées par un texte réglementaire, pour certaines raisons, notamment l'incapacité physique ou sanitaire dûment prouvée par un certificat médical délivré par les services de santé publics compétents, la prise en charge de la famille, ou la poursuite des études.

Le responsable a rappelé que les personnes, qui souhaitent bénéficier de l'exemption temporaire ou définitive, doivent déposer leurs demandes, jointes aux documents requis, contre un récépissé qui leur sera délivré immédiatement, auprès de l'autorité administrative locale dont relève leur lieu de résidence, dans les 20 jours suivant la date de remplissage du formulaire de recensement.

Au cas où l'intéressé est un étudiant poursuivant ses études à l'étranger et ayant reçu une convocation au service militaire obligatoire, il doit accéder à l'espace réservé aux citoyens

résidant hors du territoire national, sur le site électronique "tajnid.ma" et remplir le formulaire de recensement avec toutes les données requises, y compris le nom de la ville et le pays étranger dans lequel il réside, a-t-il expliqué. Il a conclu que tous les aspects du processus de recensement liés au service militaire au titre de l'année 2022, font l'objet d'un traitement automatique et que le ministère a pris toutes les mesures nécessaires pour que cette opération se déroule dans les meilleures conditions.

A noter que cette opération, qui s'étend jusqu'au 10 février 2022, intervient en exécution des Hautes Instructions de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Chef Suprême et Chef d'Etat-Major Général des Forces Armées Royales, de prendre les mesures nécessaires pour intégrer la prochaine promotion d'appelés au service militaire, et dans le cadre de la préparation de l'opération de recensement en perspective de la sélection et de l'intégration de la future promotion.

Pour la publication "La Verdad Panamá"

Alger entièrement responsable de la création et du maintien du conflit autour du Sahara marocain

L'Algérie est "entièrement responsable" de la création et du maintien du conflit régional artificiel créé autour du Sahara marocain, écrit le journal panaméen, "La Verdad Panamá". Dans un article, la publication souligne que de nombreux experts internationaux ont insisté, le temps d'une rencontre virtuelle organisée récemment par la Coalition pour l'autonomie du Sahara (AUSACO), sur la responsabilité "entière et confirmée" de l'Algérie dans ce différend. Ils ont, par la même occasion, mis en avant la pertinence et la prééminence de la proposition marocaine d'autonomie comme "seule et unique" solution à ce conflit régional sous la souveraineté et l'intégrité territoriale du Royaume.

Lors de cette rencontre tenue sous le thème "La réalité du différend régional sur le Sahara : responsabilité de l'Algérie, nature du Polisario et l'autonomie comme seule et unique solution" au conflit, ces experts ont relevé que depuis la création du "Polisario", le régime algérien "n'a eu de cesse" d'apporter un soutien militaire, politique, diplomatique, logistique et financier à la milice séparatiste.

Intervenant à cette occasion, Ricardo San-

chez Sierra, vice-président de la Fédération des journalistes péruviens, a mis l'accent sur la responsabilité "entière et confirmée" de l'Algérie dans ce conflit, tout en dénonçant ses "vélétés expansionnistes" à travers la création d'une "république fantôme" dans les provinces du Sud du Maroc. Selon le journal, M. Sanchez a critiqué les "vaines tentatives" d'Alger visant à porter atteinte à l'intégrité territoriale du Maroc, ajoutant que l'Algérie "a cédé une partie de son territoire à Tindouf à l'organisation criminelle du Polisario pour l'utiliser comme base contre le Royaume et ainsi servir son agenda séparatiste". L'intervenant a, dans ce cadre, appelé la communauté internationale à inscrire le "Polisario" sur la liste des organisations terroristes, notant que son chef, le dénommé Brahim Ghalil, fait l'objet d'une série de procès pour violation des droits de l'Homme et crimes contre l'humanité.

De son côté, l'expert mexicain en développement international, Pedro Diaz de la Vega, a mis en avant la participation massive des habitants du Sahara marocain au triple scrutin du septembre dernier, relevant que ces populations jouissent de leurs pleins droits dans leur

mère patrie. Même son de cloche chez l'expert espagnol en affaires maghrébines, Rafael Esparza Machin, qui a mis en relief l'Initiative d'autonomie présentée par le Maroc en 2007

comme "unique" solution au conflit artificiel autour du Sahara marocain dans le cadre de la souveraineté et l'intégrité territoriale du Royaume.

Appel au PE à condamner l'utilisation par l'Algérie des ressources énergétiques à des fins politiques

Un appel a été lancé au Parlement européen (PE) pour condamner l'utilisation par l'Algérie des ressources énergétiques à des fins politiques. Cet appel a été lancé par la députée européenne Dominique Bilde, suite à l'annonce par l'Algérie de la rupture unilatérale de l'approvisionnement de pays européens en Gaz via le gazoduc Maghreb Europe (GME). Interpellant la Commission européenne, l'eurodéputée a rappelé que la décision unilatérale algérienne s'inscrit dans un contexte de tensions entre l'Algérie et le Maroc portant notamment sur la question du Sahara.

Et de s'interroger si Bruxelles allait condamner l'utilisation vraisemblable par l'Algérie des ressources énergétiques à des fins politiques ?

L'annonce par l'Algérie de sa décision de ne pas reconduire l'accord sur le GME attise les inquiétudes en Europe dans le contexte de l'augmentation des prix de l'énergie et de l'approche de l'hiver.

Cette décision unilatérale est considérée par de nombreux observateurs et hommes politiques européens comme un chantage de la part d'Alger envers l'Europe dans un contexte de tension alimenté par Alger autour de la question du Sahara marocain.

Le torchon brûle entre le gouvernement français et le CFCM

Polémique institutionnelle opposant conceptions représentation du culte musulman et représentation des musulmans de France



Le ministre français de l'Intérieur, Gerald Darmanin.

Le président du CFCM, Mohammed Moussaoui.

Invité de l'émission «Le grand jury» (RTL-LCI- Le Figaro), le ministre français de l'Intérieur, Gerald Darmanin, a déclaré dimanche : «Aujourd'hui le CFCM, c'est-à-dire la représentation de l'islam consulaire est morte. Le CFCM (Conseil français du culte musulman), pour les pouvoirs publics, pour la république française, n'existe plus, n'est pas l'interlocuteur de la République».

Aussitôt, le président dudit Conseil, Mohammed Moussaoui, a vivement réagi en dénonçant lundi, dans un communiqué rendu public, la déclaration du responsable gouvernemental, la jugeant «inacceptable» et «pas justifiée».

«Cette déclaration n'est pas acceptable ni sur la forme ni sur le fond», a-t-il répondu en relevant que «des propos de cette gravité ne peuvent être tenus par un ministre de la République dans un langage approximatif, au détour d'une réponse à une question d'un journaliste», car, a-t-il indiqué, «la rupture unilatérale du dialogue entre les pouvoirs publics et l'instance représentative du culte musulman n'a jamais été signifiée au CFCM».

Le Conseil français du culte musulman (avec ses conseils régionaux) a été créé en 2003 pour être l'interlocuteur du gouvernement au sujet de toutes les questions ayant trait à l'exercice du culte et assurer la formation des imams, problématique qui revêt particulièrement une importance capitale dans le contexte préoccupant pour les pouvoirs publics français, marqué par l'affrontement de plus en plus intense entre les tendances modérées et les courants intégristes de l'islam.

Le CFCM, interlocuteur des pouvoirs publics, regroupe plusieurs fédérations

Ainsi, étant un interlocuteur historique privilégié des autorités publiques de l'Hexagone autour de tout ce qui se rapporte au culte musulman, notamment depuis sa création, regroupant plusieurs fédérations de mosquées, le CFCM s'est retrouvé plongé dans une tourmente qui ne dit pas son nom depuis que le gouvernement français a avancé sa volonté de faire adopter une «charte des principes pour l'islam de France» qui proscribit, entre autres, «l'ingérence» d'Etats étrangers dans ses affaires et réaffirme la «compatibilité» de l'islam avec la République.

Consécutivement à cela, trois fédérations, dont les deux turques, le Milli Görüs et le comité de coordination des musulmans turcs de France, ont refusé de signer ladite charte tout en restant au CFCM. Quatre autres, en l'occurrence, la Fédération de la grande Mosquée de Paris (Algériens), le Rassemblement des musulmans de France (Marocains), les Musulmans de France (Egyptiens) et la Fédération française des associations islamiques d'Afrique, des Comores et des Antilles, se sont retirées du bureau exécutif de l'Instance et ont annoncé la création d'une «coordination» afin de réfléchir à «la refondation de la représentation du culte musulman en France».

«La politique de fermeté envers ceux qui ne respectent pas la charte est tenue», a toutefois déclaré Gerald Darmanin.

«Nous avons dit à plusieurs re-

prises à M. Moussaoui qu'il devait se désolidariser vis-à-vis des fédérations turques non signataires, ce qu'il n'a jamais fait», a commenté, de son côté, un conseiller gouvernemental.

La charte des principes pour l'islam de France a été rédigée au sein même du CFCM

Néanmoins, «c'est au sein du CFCM que la charte des principes pour l'islam de France a été rédigée», a fait valoir M. Moussaoui, dans son communiqué qui juge l'annonce du ministre de l'Intérieur «pas justifiée» et «en rupture totale avec les règles et usages en vigueur dans un Etat de droit comme le nôtre».

«... Le CFCM, qui est encore présidé par un des présidents de ces fédérations n'est plus un interlocuteur». «Ces propos (du ministre) laissent clairement entendre que le président du CFCM, Mohammed Moussaoui, n'a pas signé la charte alors même qu'il en a été le coordinateur et le premier signataire, et induisent ainsi l'opinion publique en erreur», a renchéri M. Moussaoui en relevant qu'«affirmer, comme le fait monsieur le ministre, que le Président de la République aurait fait signer la charte aux responsables musulmans pourrait laisser entendre que les termes de cette charte auraient été imposés par le Président de la République».

Là-dessus, le président du CFCM note que «la signature de la charte, aussi importante soit-elle, ne peut nous renseigner parfaitement sur l'identité d'une organisation et de son corpus idéologique»,

ajoutant que «la République doit traiter ces sujets importants avec une grande rigueur et une analyse profonde des faits et des situations dans un cadre légal».

Le CFCM a été créé pour représenter le culte musulman et non les musulmans de France

Le communiqué de l'instance développe, par ailleurs, que le ministre de l'Intérieur a annoncé vouloir mettre en place une organisation du culte musulman en convoquant à un forum «une centaine (d'acteurs) de cet islam de France parmi lesquels il y aura des femmes, parmi lesquels il y aura des laïcs, parmi lesquels, il y aura des gens de la société civile», précisant, au passage, que le CFCM a été initialement créé pour représenter le culte musulman en France et non les musulmans de France.

«Une représentation des musulmans de France serait contraire au fondement laïc de la République et un glissement vers un communautarisme qui ne dit pas son nom», a martelé le texte du communiqué.

«L'Etat a besoin d'interlocuteurs représentatifs des cultes. Mais, l'Etat laïc n'a pas à organiser les cultes. Toute action du gouvernement qui crée le vide institutionnel en matière de dialogue avec le culte musulman ne peut être que préjudiciable à tous», a souligné M. Moussaoui en faisant observer, par ailleurs, que le «CFCM a décidé de tirer toutes les leçons de ses expériences et erreurs passées et a procédé à la création de conseils départementaux du culte musulman, débarrassés de toute référence aux pays d'origine ou aux fédérations d'affiliation, en s'appuyant uniquement sur les acteurs du terrain».

Cette orientation majeure, a-t-il souligné, permettra une nouvelle réorganisation du culte musulman à même de répondre aux attentes des musulmans de France et à leur aspiration à une totale indépendance de toute forme d'ingérence.

D'autre part, le président du CFCM a souligné que le concept de «l'islam consulaire et des imams détachés», par son imprécision et son évocation à géométrie variable, ne permet pas de voir de manière claire la coopération, pourtant officielle, entre la France et certains pays étrangers en matière de culte, relevant que cette coopération est régie par des engagements bilatéraux entre la France et certains

pays, particulièrement l'Algérie, le Maroc et la Turquie.

En fait, la gestation de la représentation du culte musulman en France a duré pendant plusieurs décennies

Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur sous la présidence de François Mitterrand, avait lancé, en 1990, le Conseil de réflexion sur l'islam de France, qui est chargé de présenter des propositions pour l'organisation du culte musulman.

Plus tard, le 23 novembre 1997, Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de l'Intérieur, chargé des cultes, avait déclaré : «L'islam est une religion nouvelle en France. Avec environ quatre millions de résidents de culture musulmane, elle est rapidement devenue la deuxième religion du pays. La moitié des musulmans qui vivent sur notre territoire national sont français. La plupart des autres sont appelés à le devenir. Le gouvernement ne saurait s'en désintéresser».

J'ai suivi avec attention et médité les efforts de plusieurs de mes prédécesseurs pour intégrer l'islam dans la communauté nationale.

J'ai le même objectif : aider à l'affirmation d'un islam français. Seulement, les difficultés qu'ils ont rencontrées m'incitent à la prudence. Il y a un paradoxe de l'islam dans ses rapports avec la laïcité » (...).

La polémique intervient dans un contexte d'incertitudes politiques, économiques, sécuritaires et sociétales ...

Au-delà de cette longue histoire tumultueuse au gré des grandes mutations culturelles, socio-culturelles et géostratégiques intervenues vers la fin du vingtième siècle (avec tout son cortège d'extrémisme et de terrorisme), la polémique, par ailleurs paradoxale autour de la représentation du culte musulman en France, ne coïncide-t-elle pas avec les débuts assez mouvementés d'une période électorale très importante dans ce pays s'annonçant fort problématique ? N'intervient-elle pas dans un contexte d'incertitudes politiques, économiques, sécuritaires et sociétales faisant présager toutes les incohérences quant à l'horizon idéologique et aux perspectives de gouvernance de la société française ?

Rachid Meftah

Audrey Azoulay : *La science a besoin de plus d'inclusivité et d'une participation plus large des femmes*



« Si la science a besoin de plus d'investissements, elle a aussi besoin de plus d'inclusivité et d'une participation plus large des femmes », selon la directrice générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), Audrey Azoulay.

« La plupart des défis auxquels nous sommes confrontés appellent une réponse scientifique. C'est le cas du dérèglement climatique, de la perte de la biodiversité, ainsi que de l'impact éthique du Big Data, de la technologie dans nos sociétés », a déclaré la DG de l'Unesco estimant que tout cela exige d'importants investissements.

Cependant, les données à disposition de l'institution spécialisée des Nations unies montrent que les investissements sont encore insuffisants, a-t-elle fait remarquer en marge du Festival pour les femmes et la science. Un événement inédit qui a regroupé 40 intervenants venus du monde entier.

Organisé par l'Unesco et la Fondation L'Oréal, cet important rendez-vous entendait célébrer l'excellence scientifique au féminin et mettre en lumière d'éminentes chercheuses, parmi les plus inspirantes au monde.

L'occasion pour Audrey Azoulay, qui a été réélue à la tête de l'organisation internationale le 9 novembre dernier, de rappeler les chiffres « très décevants » sur la

place et la représentation des femmes dans la science.

En effet, en dépit des efforts de l'institution internationale, la proportion des femmes dans la recherche demeure insignifiante. « Elles ne sont qu'un tiers environ, et ce chiffre n'augmente pas vraiment, en dépit de nos efforts », a-t-elle déclaré.

Selon la DG de l'Unesco, cette proportion ne serait que de 20 à 22% « parmi les scientifiques, les professionnels du domaine de l'IA ou du Big Data. En ce qui concerne les chercheurs des universités du monde entier, elle avoisine les 10% ».

En effet, selon le dernier rapport de l'Unesco sur la science, les femmes restent sous-représentées aux plus hauts niveaux dans la recherche. Et quand bien même des progrès ont été constatés, seuls 33% des chercheurs dans le monde sont des femmes.

Pour l'organisation internationale, cette évolution est encore trop lente du fait que des barrières importantes persistent et le plafond de verre reste une réalité dans la recherche.

On peut le dire, l'accès des femmes aux plus hauts niveaux de responsabilité et de reconnaissance est encore rare et les chiffres sont très éloquents à ce sujet.

En effet, entre 2013 et 2016, seuls 2,4% des brevets en Europe ont été déposés par des femmes uniquement. En 2019, elles ne représentaient que 19% des inven-

teurs.

La situation n'est pas meilleure dans l'intelligence artificielle (IA) : les femmes ne représentent que 22% des professionnels dans ce qui est considéré comme l'un des domaines de la recherche les plus en pointe.

A cela s'ajoute une autre réalité. C'est qu'il n'y a aucune femme parmi les lauréats des prix Nobel scientifiques 2021 et que les femmes représentent moins de 4% des Nobel scientifiques depuis la création de ces Prix en 1901.

Pour Audrey Azoulay, il est évident que « nous sommes face à un vrai déficit de femmes de science et nous nous efforçons de lever les obstacles qui empêchent encore les femmes de contribuer à la science ».

Ce travail, l'Unesco le fait à travers l'éducation, dans divers programmes ou en aidant les jeunes filles à se lancer dans les STIM (programmes de sciences, de technologies, d'ingénierie et de mathématiques).

« Nous le faisons depuis 23 ans avec L'Oréal grâce à un formidable programme qui promeut l'accès des femmes à la science en braquant les projecteurs sur des femmes de science exceptionnelles, mais aussi en soutenant des femmes chercheuses dans leur domaine, partout dans le monde. Nous combinons donc nos forces et nos réseaux pour encourager les femmes à se lancer dans une carrière scientifique », a expliqué Au-

drey Azoulay.

« Dans toutes nos activités, nous essayons d'intégrer systématiquement cette dimension de l'égalité des genres. C'est nécessaire en science, mais aussi pour nos instruments normatifs en science », a-t-elle souligné, en ajoutant que l'agence onusienne discute actuellement une recommandation de science ouverte. Car « la dimension de genre est cruciale » pour l'Unesco.

A noter qu'une autre recommandation est envisagée sur l'éthique de l'IA. « Ici aussi, la situation est problématique. Mais ce programme avec L'Oréal est un succès, et bon nombre de nos lauréates le confirment, pour encourager et également donner de l'espoir et donner aux jeunes femmes la motivation de se consacrer à la science », a-t-elle conclu.

Saluant la qualité des échanges et le profil des femmes de science ayant pris part à ce festival, le président de la Fondation L'Oréal, Jean Paul Agon, a, pour sa part, déclaré que les femmes peuvent changer le monde.

« On dit souvent que le monde a besoin de science et que la science a besoin de femmes. C'est plus vrai que jamais ».

Abondant dans le même sens que la DG de l'Unesco, il a également noté que « des femmes sont sous-représentées en science et c'est tout simplement inacceptable. Quelles bonnes raisons au-

rons-nous de sacrifier les femmes ou de nous en passer dans le monde de la science ? Les femmes doivent contribuer à la science où leur apport peut être énorme ».

Sur les mesures à prendre à l'avenir, « la première, comme l'a dit Audrey Azoulay, consiste à mettre en lumière ces femmes de science parce que nous devons inspirer les nouvelles générations. Nous devons veiller à ce que les jeunes filles soient attirées par la science et aient la conviction d'être à la hauteur d'une carrière scientifique ».

Autre mesure consiste à libérer le potentiel des femmes de science dans d'autres domaines, a-t-il poursuivi. Jean Paul Agon a estimé que « nous avons fait des progrès, grâce au formidable programme que l'Unesco et la Fondation L'Oréal mènent depuis 23 ans. Nous avons désigné 122 lauréates et distribué 3.800 bourses dans 110 pays ».

Pour lui, « nous avons donc fait de grands progrès et renforcé la présence des femmes dans les sciences. C'est surtout vrai pour certaines disciplines scientifiques, comme la biomédecine et la biologie notamment. Mais il reste beaucoup de travail à accomplir dans d'autres disciplines, comme les mathématiques, la physique, les nanotechnologies et l'intelligence artificielle », estimant que toutes les disciplines sont vitales pour notre futur.

Alain Bouithy



Face au variant Omicron, Boris Johnson confronté à la colère de sa majorité



Empêtré dans une série de scandales, le Premier ministre britannique Boris Johnson devait affronter mardi la colère de sa majorité à l'occasion d'un vote qui s'annonce tumultueux sur le tour de vis opéré face à la flambée du variant Omicron.

Le Royaume-Uni, l'un des pays d'Europe les plus touchés par la pandémie avec presque 146.500 morts, est confronté à un raz-de-marée de cas liés au variant Omicron du coronavirus, qu'il tente d'endiguer avec une campagne de rappel vaccinal massive. Afin de limiter la propagation du virus, Boris Johnson a aussi annoncé de nouvelles restrictions: port du masque en intérieur, tests quotidiens pour les cas contact, télé-

travail et pass sanitaire obligatoires dans les grands événements sont, selon le gouvernement, nécessaires pour que les hôpitaux ne soient pas submergés dans les prochaines semaines.

"Le gouvernement doit faire ce qu'il croit raisonnablement être juste pour l'intérêt du pays. Je pense qu'il s'agit de mesures proportionnées, couplées à un accroissement considérable des efforts pour que les gens reçoivent un rappel (de vaccin) avant Noël", a commenté le vice-Premier ministre, Dominic Raab, sur Sky News. Il a exclu pour l'instant l'instauration de restrictions.

Ces règles sont loin de convaincre tous les députés conservateurs, dont un certain nombre s'insurge de leur caractère liberticide. "Je pense

que toutes ces mesures sont mauvaises, qu'elles sont disproportionnées et que les preuves de leur nécessité sont insuffisantes", a martelé ce week-end sur la BBC l'ancien ministre du Brexit, Steve Baker.

Au total, une soixantaine de Tories menaçait mardi d'une rébellion. Avec sa large majorité au Parlement - 80 sièges - et l'aide de l'opposition travailliste, dont le leader Keir Starmer a assuré lundi soir soutenir ces mesures, le gouvernement devrait tout de même réussir à faire passer le texte.

Mais cette révolte ne pourrait pas tomber plus mal pour Boris Johnson. Deux ans après sa victoire électorale historique avec la promesse de réaliser le Brexit, le Premier ministre voit sa popularité dans les

sondages s'effondrer et fait face à de nombreux appels à la démission après une série de scandales.

Dimanche, le Sunday Mirror a publié une photo de Boris Johnson participant à Downing Street à un quizz en ligne, entouré de collaborateurs, en décembre 2020, quand les Britanniques étaient priés de limiter à l'extrême leurs interactions sociales.

Les Britanniques lui reprochent aussi une fête qui aurait été organisée à Downing Street le 18 décembre 2020 quand eux-mêmes étaient privés de réjouissances à cause du coronavirus. Une vidéo ayant fuité et montrant des collaborateurs de Boris Johnson plaisantant sur cette "Christmas party" a ajouté de l'huile sur le feu.

Cette série de révélations liées aux règles sanitaires nuisent à sa crédibilité au moment où il espère en imposer de nouvelles. Elles s'ajoutent aussi à des accusations de corruption, qui pourraient au final entraîner au sein du Parti conservateur un vote de défiance contre M. Johnson.

Le Premier ministre a en effet été rappelé à l'ordre jeudi au sujet de la coûteuse rénovation de son logement à Downing Street. La Commission électorale a imposé à son parti une amende pour ne pas avoir déclaré le montant total du don privé perçu pour financer ces travaux.

Boris Johnson avait aussi suscité l'indignation en essayant de modifier les règles disciplinaires du Parlement au profit d'un député conservateur, Owen Paterson, condamné pour une affaire de conflit d'intérêts. Une législative partielle prévue jeudi pour pourvoir le siège de M. Paterson, démissionnaire, prendra une tournure très symbolique. S'ajoutent aussi des questions concernant les luxueuses vacances à l'étranger du Premier ministre, des liaisons dangereuses de son gouvernement avec les milieux d'affaires, ou encore des accusations de copinage liées à l'attribution de sièges à la Chambre des Lords (non élue) à de généreux donateurs du Parti conservateur.

Selon Robin Pettitt, spécialiste de la politique britannique, le bagou de Boris Johnson - ancien journaliste et maire de Londres connu pour son style non conventionnel - pourrait lui permettre de surmonter un ou deux de ces scandales. Mais si l'accusation se poursuit, dit M. Pettitt à l'AFP, "le Parti conservateur a toujours été très impitoyable lorsqu'il s'agit de se débarrasser de dirigeants qui ne fonctionnaient pas".

L'Australie poursuit sa réouverture malgré une nouvelle vague de Covid-19

L'Australie va continuer à alléger les restrictions avant Noël en dépit d'une nouvelle hausse du nombre de cas de Covid-19 dans l'Etat le plus peuplé du pays, ont annoncé mardi les autorités.

L'Etat de Nouvelle-Galles du Sud, où se situe Sydney, a enregistré mardi plus de 800 nouveaux cas depuis le 2 octobre en raison notamment des rassemblements organisés dans le cadre des fêtes de fin d'année.

Les autorités ont affirmé que ces nouvelles contaminations

n'empêcheront pas la levée, à compter de mercredi, de certaines mesures comme le port du masque en public ou l'interdiction pour les personnes non vaccinées d'entrer dans les restaurants, les bars et de prendre part à de grands événements. "Nous avons décidé (...) de vivre avec ce virus", a déclaré le Premier ministre Scott Morrison, faisant référence au taux élevé de vaccination.

"Ce Noël que nous nous apprêtons à passer est un cadeau que les Australiens se sont fait à eux-mêmes, grâce à la façon dont ils

ont travaillé ensemble et aux mesures que nous avons mises en place", a-t-il ajouté.

Après avoir longtemps poursuivi un objectif de zéro cas de Covid par une fermeture stricte des frontières et de longues périodes de confinement à Sydney et Melbourne, l'Australie continue sa réouverture des frontières intérieures et extérieures, accueillant de nouveau à partir de mercredi des migrants qualifiés et des étudiants à condition qu'ils soient vaccinés.

Après un départ poussif de la campagne de vaccination, plus de

93% des Australiens de plus de 16 ans ont désormais reçu au moins une dose, et 89% en ont reçu deux.

L'Australie a détecté plus de 85 cas du variant Omicron, très contagieux, depuis son apparition dans le pays. De nombreux pays occidentaux ont commencé à réintroduire des restrictions et à intensifier leur campagne de vaccination face à une augmentation des infections.

Le ministre de la Santé de Nouvelle-Galles du Sud Brad Hazard s'est dit "très préoccupé" par

le fait que trop peu de monde ait reçu une troisième dose tout en s'engageant à ne pas instaurer de nouveaux confinements.

Annouçant un projet d'une usine de fabrication du vaccin Moderna à Melbourne, M. Morrison a insisté sur le fait que l'Australie est "mieux préparée que presque tout autre pays à affronter la situation et à continuer à vivre avec le virus".

L'Australie a enregistré plus de 230.000 cas de Covid-19 et 2.113 morts pour une population de 25 millions d'habitants.

En Libye, une population déconcertée par une interminable transition

La Libye va-t-elle enfin achever son interminable transition après une décennie de chaos? Rien n'est moins sûr pour de nombreux Libyens, déconcertés par un processus politique qui bat de l'aile et une présidentielle de plus en plus hypothétique. "Je ne suis pas très optimiste. Il y a beaucoup de divergences et rivalités entre régions et il n'est pas sûr que les résultats soient acceptés", déclare à l'AFP Khaled Al-Turki, 25 ans, avec en arrière-plan le port de Tripoli et la Méditerranée.

"S'il y avait eu un candidat capable de rassembler, nous aurions été optimistes. Mais ce n'est pas le cas", indique cet employé du bureau local d'une organisation internationale.

En février 2011, dans le sillage du Printemps arabe et grâce à l'appui de l'Otan, les Libyens ont lancé une révolte qui a renversé Mouammar Kadhafi, le "Guide" qui dirigeait le pays depuis 1969.

Mais depuis la fin de la révolte avec la mort de Mouammar Kadhafi tué par des rebelles en octobre 2011, la Libye est minée par les rivalités entre les principales régions, le poids des milices et les ingérences étrangères, aux dépens d'une population exsangue malgré les immenses ressources énergétiques du pays. "La sécurité doit être la priorité. Aucun objectif ne pourra être atteint sans sécurité", estime Khaled Al-Turki. Son collègue Adam ben Fayed est du même avis: "La priorité doit être la sécurité, mais pour cela, il faudrait que la parole du (futur) président soit entendue par tous les Libyens".

S'il "espère que les problèmes tels que les coupures d'électricité, le manque de liquidités et les infra-



structures seront réglés", ce Tripolitain de 25 ans estime qu'"aucun candidat ne fait l'unanimité". Censée ouvrir une nouvelle page, l'élection présidentielle prévue le 24 décembre est entourée d'incertitudes avec la persistance des désaccords entre camps rivaux et des tensions. Et les candidats les plus en vue sont clivants.

Une décennie de conflit a épuisé les Libyens. La valeur de la monnaie locale, le dinar, a fortement baissé, les prix de l'immobilier ont flambé, les coupures d'électricité sont devenues chroniques. D'interminables files d'attente s'étirent devant les guichets bancaires, des dizaines d'automobilistes patientent des heures devant les stations d'essence.

Le long de la corniche de Tripoli, les ossatures rouillées des grues trônent sur les carcasses de plusieurs bâtiments inachevés, en-

vahis par les herbes folles, témoins d'une économie à l'arrêt. "Nous voulons un président qui se soucie des pauvres (...), capable d'unifier le pays", lance Khalifa Ramadan Al-Nakoua, un retraité croisé à Tripoli. "Nous espérons que l'électricité ne sera plus coupée car nous sommes un pays pétrolier." Le secteur névralgique de l'énergie, qui du temps de Mouammar Kadhafi permettait de financer une sorte d'Etat providence, a pâti du conflit: pétrole dilapidé, infrastructures endommagées ou non entretenues, blocus... "Le sort des élections demeure inconnu", observe Abdessalam al-Mabrouk, un fonctionnaire de 47 ans au ministère de l'Economie, épaisse barbe poivre et sel.

Les mêmes doutes sont partagés à Benghazi, la grande ville de la Cyrénaïque située à quelque 1.000 kilomètres à l'est de la capitale. Berceau de la révolution, cette ville

a subi de plein fouet les violences qui ont suivi, vivant au rythme des attentats, combats et assassinats. Dans la vieille ville, des murs criblés de balles et des bâtiments défigurés rappellent que la guerre est passée par là.

Zakaria Mahjoub, 32 ans, officier d'état civil à Benghazi, critique les candidats à la présidentielle: le Premier ministre par intérim Abdelhamid Dbeibah "n'a pas tenu sa promesse d'unir les Libyens et se présente maintenant à la présidentielle" alors qu'il s'était engagé à ne pas le faire.

"Les autres candidats ont, soit participé à gâcher la fête, soit sont très controversés". Et d'ajouter: "Si ces élections se tiennent à la date prévue, ce que je ne crois pas, les camps rivaux accepteront-ils les résultats ou retournerons-nous à la case départ, aux divisions et aux combats?".

Washington prépare des alternatives en cas d'échec des négociations avec l'Iran

Les Etats-Unis préparent "activement" des "alternatives" à l'accord sur le nucléaire iranien avec leurs alliés en cas d'échec des négociations pour le sauver, a déclaré mardi le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken. "Il sera bientôt trop tard, l'Iran n'est toujours pas engagé dans de vraies négociations", a-t-il dit lors d'une conférence de presse à Jakarta, reprenant à son compte le constat fait la veille par les Européens impliqués dans les négociations de Vienne avec Téhéran.

"Sans progrès rapides", "l'accord sur le nucléaire iranien deviendra une coquille vide", a-t-il ajouté, citant aussi les propos des négociateurs allemands, britanniques et français. "Ce que nous voyons jusqu'ici, c'est que l'Iran perd un temps précieux en défendant des positions qui sont incompatibles avec un retour" à l'accord de 2015, a insisté le secrétaire d'Etat.

S'il a fait valoir que la diplomatie demeurerait "à ce jour" la "meilleure option", il a mis une nouvelle fois en garde: "Nous discutons activement avec nos alliés et partenaires des alternatives".

Antony Blinken n'a toutefois pas voulu dire s'il considérait, comme l'a dit son homologue britannique dimanche, que l'actuelle session de pourparlers à Vienne était celle de "la dernière chance" pour l'Iran.

Les négociations indirectes entre l'Iran et les Etats-Unis, par l'intermédiaire notamment des Européens, ont repris fin novembre à Vienne pour tenter de ressusciter l'accord de 2015 censé empêcher la République islamique de se doter de la bombe atomique, devenu moribond à la suite du retrait unilatéral des Etats-Unis trois ans plus tard sous la présidence de Donald Trump.

Le Parti des travailleurs met en garde contre des lendemains sombres en Algérie

Le Parti des travailleurs (PT), l'une des principales formations de l'opposition en Algérie, a mis en garde contre des "lendemains sombres" dans ce pays maghrébin.

Le gouvernement algérien adopte "une politique qui a montré son caractère destructeur" et qui annonce "des lendemains sombres", a précisé le PT dans un communiqué. Il a rappelé que tout en reconnaissant l'apport insignifiant de l'industrie au produit intérieur brut, entre 5 et 6% en raison des politiques mises en œuvre depuis

des décennies, "le Premier ministre a annoncé l'accélération et l'accentuation des mêmes politiques qui ont fragilisé le secteur industriel national jusqu'à menacer son existence".

D'après ce parti d'opposition, "la généralisation du prétendu partenariat public/privé" et la "privatisation des banques publiques", entre autres décisions, vont "accélérer la mise à mort du patrimoine industriel du pays, élément constitutif des bases matérielles essentielles de la nation".

Tout en soulignant que "les

mêmes politiques produisent les mêmes effets", le Parti des travailleurs a alerté "sur le danger de cette politique et ses conséquences sur l'indépendance économique du pays et sur la cohésion nationale".

Il a, par ailleurs, critiqué la loi de finances 2022, relevant "la concomitance entre l'adoption de cette loi et son lot de remises en cause des acquis socioéconomiques et des réalisations de l'indépendance nationale poussant la population dans ses derniers retranchements".

Tout en faisant état de l'élargis-

sement des lois liberticides dans le pays, le Parti des travailleurs a exprimé l'inquiétude quant à la poursuite des arrestations contre les différents militants de l'opposition, recensant 7000 victimes d'abus judiciaires. "Le PT relève avec inquiétude et indignation la poursuite et l'accentuation des arrestations quasi-quotidiennes de militants, activistes... dans toutes les régions du pays créant un climat de terreur, de confusion, d'amalgame et un sentiment de hoga", indique le communiqué du parti.

Le parti a également relevé

"l'élargissement de lois liberticides dont dernièrement la remise en cause du droit de manifester pacifiquement pour l'amélioration des conditions de vie, ouvrant la voie à tous les types de dérapage". "C'est, de fait, la légalisation de la remise en cause du droit de manifester, de se rassembler et l'étranglement du droit de grève", dénonce-t-il.

De ce fait, le PT a appelé à "l'arrêt immédiat de la répression, à la libération des détenus politiques et d'opinion et à l'abrogation des lois liberticides et donc au respect des libertés démocratiques".



Taux directeur de BAM CDG Capital Insight prévoit un statu quo

Bank Al-Maghrib (BAM) devrait maintenir inchangé son taux directeur à 1,5% lors de son prochain Conseil du 21 décembre, prévoit CDG Capital Insight dans son "Flash pré-Conseil de Bank Al-Maghrib".

"Nous pensons qu'il est plus probable que le Conseil de Bank Al-Maghrib maintienne le taux directeur inchangé au niveau de 1,5% lors de ce prochain Conseil et ce, dans l'attente d'une transmission complète des baisses du taux directeur vers les taux débiteurs et d'une amélioration des conditions d'investissement et de financement", écrit CDG Capital Insight.

Et de soutenir: "D'autant plus qu'une baisse supplémentaire du taux directeur devrait générer un recul additionnel aussi bien des taux associés aux produits d'épargne bancaire que des taux obligataires au sens large, ce qui pourrait conduire à un affaiblissement de l'épargne financière d'un côté, et à l'alourdissement des contraintes de gestion pour les fonds de retraite et d'assurance vie, de l'autre".

D'après l'économiste à la Direction Insight, Ahmed Zhani, ce Conseil intervient dans un contexte de reprise économique associée à un ralentissement de la distribution des crédits, particulièrement ceux destinés à l'investissement, rapporte la MAP. Et d'ajouter que trois faits majeurs caractérisent le comportement des sphères monétaire, financière et réelle de l'économie nationale, depuis la tenue du dernier Conseil de Bank Al-Maghrib en octobre 2021.

Il s'agit d'une atténuation du déficit de la liquidité du secteur bancaire sous l'effet d'une amélioration conjuguée des différents facteurs autonomes de la liquidité bancaire (FALB) et d'une transmission incomplète des deux baisses du taux directeur (de 75 pbs au total) enregistrées en 2020 vers les taux débiteurs, avec une faible reprise des crédits particulièrement ceux destinés à l'équipement. Il est aussi question d'un ralentissement prévu de la croissance économique en 2022 sous l'effet d'une baisse prévue du PIB agricole, sous l'hypothèse d'une campagne agricole moyenne et d'un léger recul de la croissance non agricole, compte tenu de la dissipation de l'effet de base généré par la crise liée à la pandémie du nouveau coronavirus (covid-19).

De même, et malgré le faible dérapage à la hausse de l'inflation sous-jacente enregistrée au cours des derniers mois, les prévisions d'inflation à moyen terme demeurent en dessous du seuil théorique de 2%, reflétant l'absence de pressions émanant de la demande, comme l'illustre le niveau élevé du taux de chômage (11,8% en T3-2021) et la faible progression des crédits.

L'économie bleue, un vecteur de développement local durable

Une économie bleue performante, socialement inclusive et respectueuse de l'environnement peut constituer un pilier du développement durable au niveau local, ont indiqué récemment les participants à un webinaire organisé en partenariat avec l'Université Abdelmalek Essaâdi (UAE) de Tétouan.

L'enjeu réside dans la bonne gouvernance de l'ensemble des activités autour de la mer, aboutissant à une stratégie de l'économie bleue marocaine capable de répondre à l'objectif de préservation des océans et de la biodiversité marine, ont souligné les experts ayant pris part à cette conférence en ligne, co-organisée par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale et le Policy Center for the New South.

S'exprimant à cette occasion, le président de l'UAE, Bouchta El Moumni, a fait savoir que les énergies renouvelables sont actuellement puisées principalement de

l'énergie éolienne, solaire et de la biomasse, relevant dans ce sens que les énergies pouvant provenir de la dynamique marine (houle, vagues, courants de marée...) sont encore négligées, rapporte la MAP.

"Nous disposons de masses d'origine atlantique moins salées et donc moins denses, qui se déversent vers la Méditerranée en surface, ainsi que les courants méditerranéens qui arrivent dans le sens inverse en profondeur puisqu'ils sont plus denses", a-t-il expliqué, estimant que le jour où la recherche développera l'instrument nécessaire pour l'exploitation de cette énergie, "nous aurons le moyen d'exporter de l'énergie à toute la planète".

S'agissant du volet formation et recherche scientifique en la matière, M. El Moumni a noté que l'UAE oeuvre à développer la recherche et la formation dans les domaines de la pêche et de l'aquaculture, en collaboration avec différents intervenants, soulignant que la recherche scientifique doit accompagner le développement socio-économique que connaît le pays, notamment en offrant aux jeunes chercheurs des sujets de thèse qui ont des retombées importantes dans ce sens.

Pour sa part, Mohamed Malouli Idrissi, directeur du Centre régional de l'Institut national de recherche halieutique (INRH) à Tanger - Pôle Méditerranée -, a mis l'accent sur la nécessité de dépasser une vision sectorielle de la mer, pour adopter une politique maritime spatiale, précisant que le Maroc est en cours de sensibilisation de tous les intervenants à cette



notion et a aussi ouvert le débat sur ce sujet à grande échelle, avec une vision axée sur la planification de l'espace marin.

Il a également mis en avant la nécessité de trouver la meilleure façon pour gérer de manière optimale les ressources halieutiques et mettre en place des alternatives telles que l'écotourisme maritime ou le pisciculturisme, affirmant que la planification de l'espace marin n'est pas uniquement l'affaire des départements ou des utilisateurs directs, mais plutôt celle de tous les citoyens, d'où l'importance d'intégrer également la société civile dans cette démarche.

Quant à Fatima Ezzahra Mengoub, économiste au Policy Center for the New South, elle a indiqué qu'il faut capitaliser sur toutes les ressources disponibles et les gérer de la manière la plus efficace mais également la plus durable possible, appelant à la nécessité d'exploiter les ressources halieutiques sous contrôle de spécialistes en la matière pour éviter une surexploita-

tion. Elle a aussi évoqué les activités économiques créées autour des espaces maritimes de plusieurs villes côtières, telles que les "Marina", faisant savoir que ces activités permettent non seulement de générer des emplois directs et indirects, et de créer de la valeur ajoutée, mais également de mettre en place un lien entre plusieurs secteurs de l'économie marocaine, aboutissant ainsi à un effet multiplicateur. Modérée par Nasma Jrondi, consultante indépendante en développement durable, cette conférence, tenue sous le thème "L'économie bleue : Levier du développement local durable", s'inscrit dans le cadre d'une série de débats virtuels intitulés "Parlons développement", ayant pour but d'examiner les opportunités et défis dans la trajectoire du Maroc vers un développement inclusif, durable et résilient, prenant comme référentiel les Objectifs du Développement Durable (ODD) et le nouveau modèle de développement du Maroc.

L'enjeu réside dans la bonne gouvernance de l'ensemble des activités autour de la mer

Les préventes du groupe Résidences Dar Saada augmentent de 9% à fin septembre

Le nombre d'unités préventes du groupe Résidences Dar Saada (RDS) s'est établi à 2.163 unités au cours des neuf premiers mois de cette année, en hausse de 9% par rapport à la même période de l'exercice 2020.

Les préventes poursuivent ainsi leur amélioration grâce à sa politique commerciale ciblée et à la reprise progressive du secteur immobilier, indique le groupe dans un communiqué sur ses indicateurs trimestriels.

Au T3-2021, la baisse des préventes à 831 unités s'explique par la performance exceptionnelle des préventes au titre du T3-2020 qui marquait la fin du confinement général appliqué au Maroc pendant cette période, fait remarquer la même source.

S'agissant du chiffre d'affaires (CA), il s'est établi à 461 millions de dirhams (MDH) à fin septembre 2021, en repli de 19% par rapport à la même période de 2020. Ce recul est attribuable à un glis-

ssement des livraisons dû au retard de réception des tranches achevées techniquement et qui feront l'objet de livraison avant la fin de l'année. La quasi-totalité du chiffre d'affaires provient des biens dévoloppés par Résidences Dar Saada.

Toujours dans le cadre de la poursuite de sa politique de maîtrise de l'endettement, le Groupe a procédé à un remboursement de 440 MDH de dettes bancaires, hors intérêts. Ainsi, l'endettement global à fin septembre 2021, y

compris les contrats de location (IFRS 16) et hors trésorerie à court terme, s'est élevé à 2,5 milliards de dirhams (MMDH) contre 2,7 MMDH à fin septembre 2020, soit une baisse de 8%.

Concernant le périmètre de consolidation, aucun changement du périmètre de consolidation ne s'est produit par rapport à fin 2020. Par ailleurs, le Groupe Résidences Dar Saada n'a procédé à aucune acquisition de terrain couvrant le troisième trimestre 2021.

Les recettes douanières grimpent de plus de 24% à fin novembre

Les recettes douanières nettes ont atteint plus de 63,29 milliards de dirhams (MMDH) au titre des onze premiers mois de 2021, en hausse de 24,1% par rapport à leur niveau à fin novembre 2020, selon la Trésorerie générale du Royaume (TGR). Ces recettes, qui comprennent les droits de douane, la taxe sur la valeur ajoutée à l'importation et la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, tiennent compte de remboursements, dégrèvements

et restitutions fiscales de 99 millions de dirhams (MDH), précise la TGR dans son bulletin mensuel des statistiques des finances publiques (BMSFP) de novembre 2021. Les recettes douanières brutes ont été de près de 63,4 MMDH à fin novembre 2021, en croissance de 24,1% par rapport à leur niveau à fin novembre 2020, fait savoir la même source. Au détail, les recettes nettes des droits de douane ont augmenté de 26,4% à 10,47 MMDH, compte

tenu de remboursements, dégrèvements et restitutions fiscales de 20 MDH, alors que celles provenant de la TVA à l'importation ont dépassé 37,74 MMDH (+24,4%).

Pour ce qui est des recettes nettes de la TIC sur les produits énergétiques, elles ont atteint plus de 15 MMDH, en augmentation de 22% par rapport à leur niveau de fin novembre 2020, compte tenu de remboursements, dégrèvements et restitutions fiscales de 70 MDH.

Des performances record aux ports de Tan Tan et Sidi Ifni

Les ports de Tan Tan et de Sidi Ifni, deux fleurons de l'industrie de la pêche maritime de la région de Guelmim Oued-Noun, ont enregistré au 30 novembre 2021 des performances record et inégalées en termes d'activité de débarquements des produits de la mer, marquant une véritable embellie pour ce secteur stratégique sur les plans régional, national et international.

Ainsi, l'important port de Tan Tan, qui est classé au troisième rang au niveau national en termes de valeur et de volume de débarquements des produits de la mer, a connu une importante activité de débarquements au cours des onze derniers mois, avec plus de 104.782 tonnes, soit une valeur record de plus de 718,88 millions de DH.

Il s'agit d'une augmentation de 44% de la valeur financière sur un an (497,71MDH en 2020), et d'une hausse de 16% en termes de volume (90.303 tonnes l'an dernier), selon les chiffres de la délégation régionale de l'Office national des pêches (ONP) à Tan-Tan.

En effet, c'est la première fois de l'histoire du port de Tan Tan que la valeur des débarquements des produits de la mer dépasse la barre des 700 millions de dirhams, a indiqué à la MAP le délégué régional de l'ONP à Tan Tan, Mrabbih Rabo El Kahl.

Même son de cloche au niveau de la circonscription maritime de Sidi Ifni, qui inclut le port de pêche de la station balnéaire éponyme.

Ainsi, à la date du 30 novembre 2021, la circonscription maritime de Sidi Ifni a connu une importante activité de débarquements des produits de la mer qui s'est chiffrée à plus de 48.157 tonnes, pour une valeur commerciale de plus de 202,31 millions de DH.

Il s'agit d'une augmentation significative en

volume de 31% et en valeur de 35% par rapport à la même période en 2020, et de 17% sur un an de la valeur financière des transactions commerciales (173,42 MDH l'an dernier), et une hausse de 8% en termes de volume (44.461 tonnes en 2020).

A la fin du mois écoulé, les volumes et les valeurs des transactions commerciales des céphalopodes, des crustacés, des coquillages et du poisson pélagique ont enregistré respectivement des augmentations de 31% et 56%, 35% et 40%, 67% et 67%, 8% et 7% à Sidi Ifni. Quant au poisson blanc, le volume (960 tonnes en 2021 contre 1180 tonnes en 2020) et la valeur (30 MDH en 2021 contre 32 MDH en 2020) ont enregistré une diminution de 23% et 8% tenant compte que les pêcheurs ciblaient les céphalopodes et spécialement le poulpe, a précisé, dans une déclaration à la MAP, le délégué régional de l'ONP à Sidi Ifni, Khalid Staïfa.

Ces chiffres marquent "un record" au niveau du port de Sidi Ifni, qui a enregistré depuis 2017 une augmentation progressive d'année en année en termes de volume et de valeurs des débarquements, a-t-il fait valoir.

Plusieurs facteurs expliquent ces performances exceptionnelles au niveau des ports de Sidi Ifni et de Tan Tan, notamment l'aménagement, la bonne gestion et l'organisation qui marquent les halles aux poissons de ces deux installations portuaires, devenues de ce fait un véritable point d'attrait pour les professionnels du secteur dans la région.

Ainsi, au niveau du port de Sidi Ifni, la halle aux poissons répond aux "meilleurs standards sanitaires, accueille aujourd'hui, dans des conditions d'hygiène et de sécurité sanitaire, un volume plus important des produits de la pêche et permet la célérité de déroulement des opérations de commercialisation et par conséquent assure la valorisation et le maintien de la qualité des produits", explique à cet égard le délégué régional de l'ONP.

Il s'agit aussi de l'amélioration en continue du processus de commercialisation, et de la mise en œuvre de la bancarisation des flux financiers au niveau des centres de profits relevant de la délégation régionale, avec comme finalité de garantir la fluidité des opérations financières et la rationalisation de la gestion du temps en faveur de l'ensemble des intervenants du secteur, ajoute M. Staïfa.

De son côté, le délégué régional de l'ONP à Tan Tan avance un autre facteur expliquant ces performances, relatif à la valeur de certains produits de la mer. Il s'agit en l'occurrence de la hausse des prix des céphalopodes, en particulier les poulpes, dont le prix a connu une valorisation de 50% cette année.

En effet, la valeur des débarquements des céphalopodes au port de Tan Tan a grimpé de 72% cette année par rapport à 2020, soit un total de plus de 312,85 MDH, avec un volume de plus de 5.802 tonnes (+20%).

La flotte de pêche côtière et artisanale en activité au port de Tan Tan s'élève à 755 unités au titre de l'année 2021, soit 257 barques, 201 chalutiers côtiers, 72 palangiers et 225 senneurs.

Le port de Tan-Tan est classé au troisième rang au niveau national en termes de valeur et de volume de débarquements de poissons, après les ports de Dakhla et Laâyoune.

Le port de Sidi Ifni, quant à lui, contribue

au niveau national à 2,5% en nombre de transactions d'activités portuaires, et 3,4% en termes de volume de quantités débarquées de poissons.

La flotte de pêche active dans ce port s'élève à 553 unités actives, réparties entre 421 unités liées à la pêche artisanale (1.263 salariés) et 132 unités liées à la pêche côtière (2.640).

Le nombre d'emplois permanents et saisonniers dans le port de Sidi Ifni atteint 311 emplois, dont 223 dans les halles aux poissons de la circonscription maritime de Sidi Ifni, 66 dans les unités de production de poisson mariné et salé, en plus de 13 dans les ateliers mécaniques.



Société de développement local
Casablanca Baïa

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX

N° Appel d'offres	Désignation des Prestations	Date et Heures d'Ouverture des Plis	Cautionnement Provisoire	Estimation des travaux d'aménagement du Marché en DH TTC
AO/CA/17/2021	ACQUISITION DE CINQ (05) QUADS FUMIGATEURS ET DE DEUX (02) DRONES PULVERISATEURS Réparti en 02 Lots Lot 1 : CINQ (05) QUADS FUMIGATEURS Lot 2 : DEUX (02) DRONES PULVERISATEURS	06/01/2022 A 11 heures	Lot 1 : Quarante mille Dirhams 40 000,00 DH Lot 2 : Vingt mille Dirhams 20 000,00DH	Lot 1 : Un million cent quatre-vingt-trois mille cinq cent quatre-vingt Dirhams 1 193 580,00 DH Lot 2 : Cinq cent cinquante mille vingt Dirhams 505 020,00 DH

Les dossiers d'appel d'offres peuvent être retirés gratuitement au bureau d'ordre de la société CASABLANCA BAÏA à l'adresse indiquée ci-dessous ou téléchargés à partir du portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma).

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles du règlement de la consultation.

Les dossiers des soumissionnaires doivent parvenir par courrier recommandé avec accusé de réception, ou déposés contre récépissé au bureau d'ordre de la société CASABLANCA BAÏA, ou remis au Président de la commission d'ouverture des plis d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis, sous plis fermés et cachetés, à l'attention de :

Monsieur le Directeur Général de CASABLANCA BAÏA
14, Avenue Mers Sultan – 4ème étage, N°19 - 20 130 Casablanca

Les plis reçus postérieurement à la date et heure ci-dessus ne seront pas admis.

Pour toutes informations supplémentaires veuillez contacter
CASABLANCA BAÏA
Tél : +212 5 22 36 87 74 / Fax : +212 5 22 36 87 73
Mail : casabaia@casabaia.ma



Une importante activité de débarquements des produits de la mer a été enregistrée au cours des onze derniers mois

Art & culture

"Belfast" et "The Power of the Dog" en tête des nominations aux Golden Globes



"Belfast" de Kenneth Branagh et "The Power of the Dog" de Jane Campion ont dominé lundi les nominations des Golden Globes, plongés dans la tourmente et l'incertitude après une vague de critiques et de boycott pour leur manque de diversité et de transparence.

L'Association de la presse étrangère d'Hollywood (HFPA), qui constitue le jury de ces prix, est depuis des mois en butte à des accusations de racisme, de sexisme et de corruption. Des vedettes et des grands studios comme Warner Bros, Netflix et Amazon ont fait savoir qu'ils ne travailleraient plus avec la HFPA tant que des changements significatifs n'auraient pas été mis en oeuvre. La cérémonie de remise des Golden Globes, réputée pour son faste et son champagne, attire traditionnellement toutes les vedettes internationales. Mais cette année, les stars devraient se tenir à bonne distance d'une soirée que la chaîne de télévision NBC a de toute façon renoncé à diffuser.

On ignore d'ailleurs encore à ce stade si une cérémonie de remise des prix sera bien organisée en chair et en os le 9 janvier, et même si les vainqueurs accepteraient leur trophée.

"Cela ne va pas être le même événement que d'habitude mais nous avons tou-

jours dit que nous procéderions aux nominations et que nous remettrions les prix quoi qu'il arrive", a déclaré à l'AFP la présidente de la HFPA, Helen Hoehne, lors de l'annonce des nominations à Beverly Hills tôt lundi matin aux côtés d'un invité surprise, le rappeur Snoop Dogg.

"Notre remise des prix a une longue histoire et nous voulions simplement continuer comme nous l'avons toujours fait", explique-t-elle.

"Belfast", inspiré par l'enfance nord-irlandaise de Kenneth Branagh, et "The Power of the Dog", western sombre signé par la Néo-Zélandaise Jane Campion, sont en tête avec sept nominations chacun pour la 79^e édition des Golden Globes.

Dans la catégorie phare du meilleur film dramatique, on trouve notamment "Coda" -- adaptation américaine du film français "La Famille Bélier" --, le space opera "Dune" par Denis Villeneuve et "La Méthode Williams", dans lequel Will Smith incarne le père et entraîneur de tennis des soeurs Venus et Serena Williams.

Le remake de "West Side Story" par Steven Spielberg est en lice dans la catégorie des comédies, musicales ou non.

Côté télévision, la série "Succession" part favorite pour la cérémonie du 9 janvier, avec cinq nominations.

Les Golden Globes ouvrent tradition-

nellement la saison des prix cinématographiques à Hollywood et sont considérés comme presque aussi prestigieux que les Oscars dans l'industrie du divertissement. Mais leur avenir paraît désormais incertain. Plus d'une centaine d'agents ont écrit à la HFPA en mars dernier pour lui demander de mettre un terme à "des comportements discriminatoires et non professionnels, des manquements éthiques et des accusations de corruption". Devant le scandale, l'organisation a rapidement annoncé une série de réformes, notamment un recrutement sans précédent de nouveaux membres pour améliorer la représentation des minorités en son sein. "Nous avons plutôt eu de bons retours concernant nos réformes. Nous avons travaillé dur et nous sommes fiers de ces réformes mais le travail n'est pas fini (...). Il faudra encore un peu de temps et nous espérons que les studios et l'industrie continueront de nous soutenir", a déclaré Helen Hoehne.

Jusqu'à présent, les réformes de la HFPA ont toutefois suscité plus de scepticisme que d'éloges.

Les stars Scarlett Johansson et Mark Ruffalo les ont publiquement dénoncées comme étant insuffisantes, tandis que Tom Cruise a renvoyé à l'organisation ses trois Golden Globes en signe de protestation.

Par le passé, les Globes ont souvent

été accusés de négliger dans leur sélection des acteurs et réalisateurs non blancs qui avaient pourtant signé des performances et oeuvres mémorables.

Cette année, trois des artistes en lice pour le prix du meilleur acteur dans un film dramatique sont noirs: Will Smith, Denzel Washington pour "The Tragedy of Macbeth" et Mahershala Ali, une surprise, pour un film de science-fiction à petit budget, "Swan Song". Le Français Omar Sy a également été sélectionné dans la catégorie du meilleur acteur pour une série dramatique avec "Lupin", grand succès international de Netflix.

"Merci à tous pour cette nomination qui, quelle qu'en soit l'issue, est si symbolique pour moi, pour nous, pour tellement de raisons", a réagi l'artiste sur Twitter.

Rarement mises à l'honneur par les Golden Globes, les réalisatrices sont représentées dans la sélection 2022 par Jane Campion et Maggie Gyllenhaal ("The Lost Daughter"). Les nominations des Golden Globes, généralement diffusées par les émissions matinales des grandes chaînes américaines, très populaires et suivies, ont dû cette année se contenter de leur chaîne YouTube, dans une grande indifférence.

"La réaction d'Hollywood a été un silence collectif", résumait lundi matin le Los Angeles Times.

Ahmed Boukous : La sauvegarde du patrimoine amazighe oral est un chantier stratégique pour l'IRCAM

Le Doyen de l'Institut Royal de la Culture Amazighe (IRCAM), Ahmed Boukous, a assuré que la sauvegarde sous une forme écrite du patrimoine amazighe oral représente un chantier stratégique pour son institut et une des priorités majeures inscrites dans son agenda annuel.

Le travail de collecte et d'archivage de ce patrimoine oral a déjà débuté au Centre des études littéraires, des expressions artistiques et de la production audiovisuelle et ce, depuis 2003, a indiqué M. Boukous dans un entretien accordé à la MAP.

Ledit centre, a-t-il ajouté, s'est fixé un nombre d'objectifs visant principalement à conserver diverses expressions orales du patrimoine amazighe menacées d'extinction en raison notamment des mutations socio-culturelles survenues dans la société

marocaine du fait de l'exode, la scolarisation et la globalisation galopante, outre la disparition des artistes et des gardiens de ce patrimoine oral.

Dans ce travail de compilation et de conservation de longue haleine, le doyen de l'IRCAM a indiqué que les chercheurs et académiciens dans les domaines de la littérature, la pédagogie et la linguistique ainsi que les professionnels dans les domaines de l'enseignement et des médias ont à leur disposition un nombre important de textes et de contes amazighes pouvant être utiles dans le travail de recherche des uns et dans l'enrichissement des manuels scolaires et des programmes radio-télévisés des autres.

M. Boukous a également évoqué la mise en place d'une base de données en littérature amazighe accessible

au grand public sur le portail de l'IRCAM ainsi que l'édition en plusieurs volumes d'une Anthologie de la littérature amazighe.

Le Centre des études littéraires, des expressions artistiques et de la production audiovisuelle a pris contact avec les chercheurs pionniers en matière de conservation du patrimoine oral et ce, en vue de couvrir toutes les régions dans le Royaume, a-t-il fait savoir, relevant que l'une des difficultés rencontrées réside dans "le peu d'enthousiasme" des chercheurs et collaborateurs sollicités, réticents à faire un travail de terrain car la conservation du patrimoine amazighe oral nécessite de rencontrer des personnes un peu partout dans le pays et d'enregistrer leurs récits avant de procéder en dernier lieu à leur conservation sous une forme écrite.

A cela, M. Boukous a déploré le décès de nombreuses personnes, des gardiens de la mémoire amazighe, qui vivaient dans des régions reculées et non couvertes par ce travail de terrain, les effets fâcheux de l'exode sur la conservation du patrimoine oral ou encore la difficulté pour les chercheurs de contextualiser parfois sur les plans historique et socio-culturel certaines productions orales, surtout en ce qui concerne la poésie amazighe antique.

Il a en outre relevé que les difficultés rencontrées n'ont pas pour autant entravé la réalisation des objectifs fixés, soulignant dans ce sens que l'IRCAM a reçu depuis 2003 à fin 2020 un total de documents se chiffrant à 68.486 pages dont 63.606 poèmes, 4.880 textes en prose, rassemblés par des chercheurs contractuels dans le

Sud, le Centre et le Nord du Royaume.

Et M. Boukous de préciser que des poèmes de l'époque de la résistance lors du protectorat ainsi que de la poésie féministe et soufie figurent parmi les textes oraux découverts et conservés sous forme écrite, faisant état de la prééminence de la poésie sur la prose dans ce travail de compilation et d'enregistrement du patrimoine amazighe oral.

Mettant en avant l'importance de ce travail de conservation du patrimoine amazighe oral, une des grandes réalisations de l'IRCAM, le doyen de l'Institut Royal de la Culture Amazighe a plaidé pour davantage d'efforts afin d'associer le plus grand nombre de collaborateurs et de chercheurs à ce vaste chantier.

Par El Mostafa Ayach (MAP)

La FNM et la CGEM veulent renforcer leur collaboration pour contribuer à la promotion du secteur de la culture

Le Président de la Fondation Nationale des Musées (FNM), M. Mehdi Qotbi et le président de la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM), M. Chakib Alj ont examiné, lundi à Rabat, les moyens à même de renforcer leur collaboration en vue de contribuer à la promotion du secteur des arts et de la culture.

La culture est un levier majeur du développement, a indiqué M. Alj dans une déclaration à la chaîne d'information en continu de la MAP (M24), appelant à promouvoir son rayonnement, notamment dans la contexte de la pandémie de Covid-19 qui a eu des répercussions sur le secteur.

Rappelant que la création de la FNM s'inscrit dans le cadre d'un chantier Royal structurant, M. Alj a souligné que la CGEM contribue activement à la promotion du secteur des arts et de la culture dans le Royaume à travers la fédération des industries culturelles et créatives.

Le président de la CGEM a en outre appelé à la mobilisation urgente de nouvelles ressources pour soutenir les acteurs de la culture qui occupent



une place importante dans le modèle de développement du Maroc.

Pour sa part, M. Qotbi a salué le soutien de la CGEM au secteur des arts et de la culture, notamment dans la conjoncture actuelle marquée par la propagation de la pandémie de Covid-19, qui a fortement impacté les conditions des professionnels du secteur.

Le président de la FNM a également souligné le rôle de la culture en

tant que facteur essentiel pour le développement économique et social du pays, et pour mettre en avant le dynamisme de la scène artistique et créative dans ses différentes facettes.

A cette occasion, la délégation de la CGEM a visité une exposition du photographe français Henri Cartier-Bresson, qui a sillonné le monde depuis la fin des années 20 du siècle dernier et marqué de son empreinte l'histoire de la photographie.

Bouillon de culture

Don d'archives

L'Association Al Kasbah pour la promotion du patrimoine culturel de l'Ancienne Médina de Larache a décidé de confier aux Archives du Maroc des archives audio, comptant 146 cassettes, eu égard à la grande importance que revêtent les archives privées d'intérêt public dans la formation de la mémoire collective.

Il s'agit de différents enregistrements musicaux relevant d'un patrimoine culturel et artistique séculaire, celui de la musique marocaine andalouse, indique l'Institution Archives du Maroc dans un communiqué.

Ces cassettes datent des années soixante-dix du siècle dernier et ont le mérite d'être représentatives des trois écoles de musique marocaine andalouse, à savoir celles de Moulay Ahmed Loukili, de Sidi Abdelkrim Rais et de Moulay Larbi Tamsamani, précise-t-on.

La convention de remise de la "collection de feu Sidi Abdelsalam Al-Zubayr Al-Araïchi" a été signée, le 10 décembre 2021, au siège des Archives du Maroc, entre le directeur de l'institution, Jamaa Baida, et le président de l'Association Al Kasbah, Mohamed Chakib Filah Anjrie.

L'institution Archives du Maroc saisit cette occasion pour saluer l'Association Al Kasbah pour la promotion du patrimoine culturel de l'Ancienne Médina de Larache pour cette initiative responsable qui émane d'un esprit de patriotisme, poursuit le texte.

L'institution espère également, à travers cet événement, inciter d'autres détenteurs d'archives privées à suivre l'exemple de tous ceux qui ont, jusqu'à présent, fait don de leurs documents aux Archives du Maroc, en sa qualité d'organe administratif chargé de la préservation et de la valorisation du patrimoine archivistique national, y compris les archives privées d'intérêt public, conclut le communiqué.

Fès à l'heure des 9^{èmes} journées de la communication cinématographique



La ville de Fès abritera du 17 au 19 décembre courant ses 9^{èmes} journées de la communication cinématographique, un événement célébrant le septième art, à l'initiative de l'association "Jeunes talents du cinéma et du théâtre".

Treize courts métrages marocains participent à la compétition officielle de la 9^{ème} édition de ce festival qui rendra hommage, cette année, à l'acteur Said Bey pour sa contribution importante à l'enrichissement de la scène artistique marocaine notamment à travers le cinéma.

Le festival, qui sera organisé sous format hybride (présentiel et à distance), a choisi le réalisateur Azzelarab El Alaoui Lamharzi

pour présider le jury de cette édition, qui comprend également Abdellah Chakiri et le critique Ibrahim Zarkani.

Les films participant à la compétition officielle sont "Parfum" de Houcein Chani, "L'instrument" d'Osama M'harzi Alaoui, "Le fil" de Ali Charaf, "L'ultime ancre" de Yazid El Kadiri, "Poussière" de Tarek Rasmî, "Rencontre avec l'âme" de Kaoutar Benjalloun, "Alo Psy" de Mehdi Ayyouch, "L'enfant de l'amour" de Houari Ghoubari et "Le retour du regret" de Ayoub Boudadi.

Il s'agit aussi de "Mains douces" de Faysal Lahlimi, "Casa ma belle" de Leila Lamsafer, "La mère du clown" de Manal Ghoua et "Contradiction" de Hatim Belmahdi.



Société de développement local
Casablanca Baïa

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX

N° Appel d'Offres	Désignation des Prestations	Date et Heure d'Ouverture des Plis	Cautionnement Prévisionnel	Estimation des travaux d'aménagement du Marché en DH TTC
ADCEB/15/2021	Etude sur l'étendue de l'infestation par les espèces nuisibles au niveau de la Commune de Casablanca	07/01/2022 À 11 heures	Dix mille Dirhams 10 000,00 DH	Trois cent quatre-vingt-dix mille Dirhams 390 000,00 DH

Les dossiers d'appel d'offres peuvent être retirés gratuitement au bureau d'ordre de la société CASABLANCA BAÏA à l'adresse indiquée ci-dessous ou téléchargés à partir du portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma).
Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles du règlement de la consultation.
Les dossiers des soumissionnaires doivent parvenir par courrier recommandé avec accusé de réception, ou déposés contre récépissé au bureau d'ordre de la société CASABLANCA BAÏA, ou remis au Président de la commission d'ouverture des plis d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis, sous pli fermé et cachetés, à l'attention de :

Monsieur le Directeur Général de CASABLANCA BAÏA
14, Avenue Mers Sultan – 4ème étage, N°19 - 20 130 Casablanca

Les plis reçus postérieurement à la date et heure ci-dessus ne seront pas admis.

Pour toutes informations supplémentaires veuillez contacter
CASABLANCA BAÏA
Tél : +212 5 22 36 87 74 / Fax : +212 5 22 36 87 73
Mail : casbaia@casabala.ma



À l'intérieur des vues polarisées de l'Amérique sur la race



Les débats sur la race ont souvent dominé la couverture médiatique aux États-Unis, souvent à la suite d'actes de violence raciale ou de poursuites judiciaires contre leurs auteurs. Mais alors que l'attention des Américains sur les questions raciales continue de fluctuer avec les nouvelles, il semble y avoir peu d'accord entre les citoyens et les décideurs politiques sur ce qu'il faut faire, le cas échéant, à leur sujet.

Une disparité raciale flagrante et de longue date est visible dans les différences de résultats socioéconomiques pour les Américains noirs et blancs. Six décennies après le mouvement des droits civiques, le revenu médian des ménages noirs aux États-Unis n'est encore que de 60% du revenu médian des ménages blancs, et la part des Noirs américains vivant en dessous du seuil de pauvreté est plus du double de celle des Américains blancs. L'espérance de vie moyenne aux États-Unis est de 4,5 ans plus courte pour les hommes noirs que pour les hommes blancs, et de trois ans plus courte pour les femmes noires que pour les femmes blanches. Alors que l'accession à la propriété chez les Afro-Américains a augmenté entre 1940 et 1970, elle représente encore à peine la moitié du niveau d'accès-

sion à la propriété des Blancs aujourd'hui. Et bon nombre de ces écarts raciaux se sont probablement creusés pendant la pandémie de Covid-19.

Ces disparités soulèvent des questions politiques urgentes. Quelle part du public américain reconnaît le gouffre, en termes d'opportunités et de résultats, qui existe entre les Noirs et les Blancs américains ? Les gens pourraient-ils convenir qu'une réponse politique active est nécessaire, mais ne pas être d'accord sur le point de savoir si la réponse doit se concentrer sur une redistribution ciblée sur les revenus ou sur des interventions ciblées sur la race ?

Deux collègues et moi du Social Economics Lab de Harvard ont récemment analysé les réponses à un sondage d'un large échantillon d'Américains noirs et blancs pour déterminer ce qu'ils savent sur les inégalités raciales, ce qui les cause et ce qu'il faudrait faire (le cas échéant) à leur sujet. Sans surprise, nous avons trouvé des écarts raciaux et partisans importants dans les perceptions concernant les conditions auxquelles sont confrontés les Afro-Américains et les opportunités qui s'offrent à eux.

Mais les plus gros désaccords concernent de loin les causes des inégalités raciales

et les moyens d'y remédier. Ces divisions ne sont pas principalement fondées sur la race : il ne s'agit pas seulement des répondants américains blancs et noirs ayant des points de vue différents. Considérer uniquement les perceptions et les attitudes moyennes des répondants blancs ne tient pas compte de l'importance des tendances politiques.

Par exemple, à bien des égards, les démocrates blancs étaient plus alignés sur les démocrates noirs qu'avec les républicains blancs. Les démocrates noirs et blancs sont beaucoup plus susceptibles d'attribuer les écarts raciaux persistants à des causes systémiques telles que l'héritage de l'esclavage, la discrimination de longue date et le racisme. De même, les deux groupes soutiennent une redistribution davantage ciblée sur les revenus et des politiques ciblées sur la race. En revanche, les républicains blancs ont tendance à soutenir moins d'interventions, car ils considèrent les inégalités raciales principalement comme le résultat d'actions et de décisions individuelles.

De plus, nous avons constaté que les écarts raciaux et partisans sont déjà répandus chez les adolescents âgés de 13 à 17 ans, dont les opinions correspondent sensiblement aux affiliations politiques de

►►► leurs parents – bien qu'elles soient parfois encore plus polarisées. Par exemple, les adolescents des familles républicaines sont encore plus opposés à de nombreuses politiques axées sur la race que leurs parents. Cela suggère qu'au moment où ils atteignent l'adolescence, les enfants américains ont absorbé les croyances partisanes de leurs parents.

Mais il y a aussi des différences apparentes selon la race. Plus particulièrement, les adolescents noirs et blancs sont profondément divisés sur le soutien aux réparations. Les adolescents blancs s'opposent plus que les adultes blancs aux admissions préférentielles à l'université, peut-être parce qu'ils croient que de telles politiques les affectent directement.

Des études antérieures ont révélé que la ségrégation raciale et les caractéristiques du quartier (telles que des taux de pauvreté élevés et des préjugés raciaux importants) affectent négativement les perspectives sociales et économiques des Afro-Américains. Dans notre étude, nous avons utilisé des données granulaires au niveau du code postal pour cartographier les perceptions, les points de vue et les attitudes vis-à-vis des caractéristiques locales spécifiques. Nous avons constaté que les répondants adultes

blancs des zones avec plus de résidents noirs et avec des écarts raciaux plus importants sont plus susceptibles d'attribuer les disparités raciales à des circonstances défavorables, à l'esclavage, au racisme et à la discrimination ; de même, ils sont également plus susceptibles de soutenir des politiques interventionnistes.

Qu'y a-t-il donc au cœur des attitudes divergentes à l'égard des politiques redistributives ? S'agit-il de croyances sur l'ampleur de ces inégalités, de points de vue sur leur importance ou de perceptions de leurs causes ultimes ?

Pour le savoir, nous avons décomposé les facteurs sous-jacents qui façonnent les opinions politiques. Nous avons constaté que ce ne sont pas les magnitudes perçues des écarts raciaux, mais plutôt leurs causes perçues, qui ont le pouvoir prédictif le plus élevé. Le soutien aux politiques ciblées sur la race est en corrélation avec la conviction que le racisme passé et actuel et la discrimination persistante sont à blâmer. Le soutien à la redistribution basée sur le revenu est également positivement corrélé avec les perceptions du racisme et de la discrimination actuels, et négativement corrélé avec la croyance que les Noirs américains

sont moins bien lotis que les Blancs américains en raison d'un manque d'effort individuel.

Enfin, nous avons examiné comment fournir des informations sur les inégalités raciales pourrait affecter les opinions des répondants. Lorsqu'on leur donne des informations sur l'écart de revenus entre Noirs et Blancs ou sur les différences de mobilité sociale pour les enfants Noirs et Blancs, les répondants ont tendance à ajuster leurs perceptions, mais pas leurs opinions politiques. Mais après avoir entendu une explication de certaines des causes de longue date et profondément enracinées – telles que la limitation des quartiers par les prêteurs hypothécaires et la ségrégation résidentielle qui en résulte – les répondants ont tendance à offrir plus de soutien aux politiques de redistribution et ciblées sur la race.

Néanmoins, les croyances sur les causes des inégalités raciales sont bien ancrées. Alors que les démocrates blancs ont tendance à soutenir davantage les politiques visant à combler les écarts raciaux une fois qu'ils sont conscients des conditions auxquelles sont confrontés les Noirs américains, exposer les républicains aux mêmes faits ne génère pas plus

de soutien. En fait, certains répondent même à de telles informations en approfondissant leur opposition aux politiques interventionnistes. Cet effet contraire semble être en partie dû à l'hypothèse selon laquelle les informations fournies étaient elles-mêmes biaisées dans une direction partisane (de gauche).

Les opinions des Américains sur les inégalités raciales dépendent de nombreux facteurs, notamment les connaissances, les sources d'information et les récits de longue date. Alors que de nombreuses personnes sont au moins quelque peu conscientes des inégalités qui sont en corrélation avec la race, elles sont en profond désaccord sur les causes, la manière de résoudre le problème et si les décideurs devraient même essayer. Les informations sur l'ampleur et la gravité des écarts raciaux ne modifient pas le récit que les répondants ont en tête, souvent au moment où ils ont atteint l'adolescence. Les explications des causes des écarts raciaux peuvent être plus efficaces. Mais les croyances les plus polarisées et les plus prédictives des opinions politiques sont aussi les plus difficiles à changer.

Par Stefanie Stantcheva

Professeur d'économie à l'Université Harvard.



« NADOR DES COMPTES SARL »
CONSTITUTION
I/ Aux termes d'un ASSP en date du 24/11/2021 à Nador, il a été établi les statuts d'une S.A.R.L. dont les caractéristiques sont :
DENOMINATION: «2B AUTO-ECOLE» SARL
OBJET SOCIAL : TENANT AUTO ECOLE
SIEGE SOCIAL : QUARTIER OULED LAHCEN RUE 57 N° 04, NADOR
DUREE : 99 ans.
CAPITAL : Fixé à 100.000,00 dhs :
- MR. BOULAGDOU AZZOUC : 500 parts
- MR. BOULAGDOUR MOHAMED : 500 parts
GERANCE : Confiée à MR. BOULAGDOU AZZOUC ET BOULAGDOUR MOHAMED
EXERCICE SOCIAL : Du 1er Janvier au 31 décembre.
BENEFICES : 5 % à la réserve légale, le solde est suivant décision de L'AG soit distribué soit reporté soit mis en réserve.
II/ Le dépôt légal a été effectué au G.T.P.I Nador, Le 09/12/2021 N°4573, et Registre de Commerce N° 23235.
POUR AVIS, EXTRAIT ET MENTION
N° 11 069/PA

HYPERION
CHEMICALS AND CONSULTING SARL
I- Aux termes d'une décision collective des associés, datée du 19/11/2021 de la société HYPERION CHEMICALS AND CONSULTING SARL, au capital de 100 000,00 DHS dont
le siège social est établi à ANGLE RUE MOHA OU HAMMOU ET AVENUE HASSAN SGHIR, RESIDENCE EL JASSIM, 5ème ETAGE, N°13, DERB OMAR, CASABLANCA, il a été décidé ce qui suit :
1- L'acceptation de démission de MR HASSANE CHARIF de ses fonctions de GERANT unique de la société.
2- la nomination de MR. A B D E R R A H M A N E LAMHAIDI en tant que GERANT unique de la société.
3- La modification des articles 7 et 8 des statuts de la société.
II- Le dépôt légal a été effectué au secrétariat greffe du tribunal de commerce de Casablanca le 06/12/2021 sous le N° 803301
LA GERANCE
N° 11 070/PA

FIDUCIAIRE
FIDULATIMO
Tél.Fax : 05 22 72 43 43
"SONAMED" – SARL
Au Capital de 100.000 Dhs
Siège Social :
Rue Soumaya Résidence Shehrazade 3, 5ème Etg, N° 22 Palmiers Casablanca
RC: Casablanca N° 431943
Au terme d'un acte SSP en date du 11/10/2021 à Casablanca, les associés et les liquidateurs de la société SONAMED SARL a décidé ce qui suit :
• Le rapport des Liquidateurs et constatation du solde de liquidation.
• La clôture définitive de la liquidation.
• Libération des liquidateurs M. Naoufal LITIM titulaire de la CIN N° BH249335 et Mme Hakima ZAHIR titulaire de la CIN N° BL84925 de leur mandat des Liquidateurs.
• Radiation totale de la société de registre de commerce.
Le dépôt légal a été effectué au Tribunal de Commerce de Casablanca le 13/12/2021 sous le N°804162
N° 11 071/PA
ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR

PROVINCE DE TAOURIRT
CERCLE D'EL AIOUN
CAÏDAT EL AIOUN
BANLIEUE
COMMUNE DE MECHRAA HAMMADI
Avis d' Appel d'Offres
Ouvert N° 01/2021
Séance publique
Le Mercredi 12 Janvier 2022 à 10 Heures Matin, il sera procédé au siège de la Commune territoriale de Mechraa Hammadi à El Aïoun, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix n°01/2021, concernant: Electrification du Douar Faddan El Haddad Laachach Commune de Mechraa Hammadi, Province de Taourirt.
Le dossier d'appel d'offres

peut être retiré du service technique auprès du siège de la Commune de Mechraa Hammadi à El Aïoun, et peut être téléchargés à partir du portail des marchés de l'état: www.marchespublics.gov.ma.
L'estimation du cout global des prestations s'élève à: 332.769,00 Dhs T.T.C (Trois cent trente deux Mille, sept cent soixante-neuf Dirhams).
Le montant du cautionnement provisoire est de: 5.000,00 Dh (Cinq Mille dirhams).
Le contenu ainsi que la présentation des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29, 31 et 148 du décret N° 2-12-349 du 8 Joumada I

1434 (20 mars 2013).
Les concurrents peuvent:
-Soit déposer contre récépissé leurs plis au bureau du président de la commune territoriale de Mechraa Hammadi à El Aïoun.
-Soit les envoyer, par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse précitée.
-Soit les déposer par voie électronique au compte de la commune dans le portail des marchés publics.
-Soit les remettre au Président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
Les pièces justificatives à fournir sont celle prévues par l'article 4 du règlement de la consultation.
N° 11 072/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
PROVINCE DE BOULEMANE
COMMUNE DE MISSOUR
SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES

AVIS DE PUBLICATION DE L'EXAMEN D'APTITUDE
PROFESSIONNELLE AU TITRE DE L'ANNEE 2021

Le président du conseil de la commune de missour porte à la connaissance du personnel remplissant les conditions requises, visées ci-dessous, que l'examen d'aptitude professionnelle au titre de l'année 2021, aura lieu au siège de la commune de missour.

AVANCEMENT AU GRADE	CONDITIONS REQUISES (au moins 5 ans d'ancienneté par grade)	DATE D'EXAMEN	DERNIER DELAIS DE DEPOT DE CANDIDATURE	NOMBRES DE POSTE DISPONIBLE
• REDACTEUR 2° GRADE	• REDACTEUR 3° GRADE	31/12/2021	30/12/2021	01
• ADJOINT ADMINISTRATIF 1° GRADE	• ADJOINT ADMINISTRATIF 2° GRADE	31/12/2021	30/12/2021	01

N.B: Les dossiers de candidature doivent être déposés au bureau d'ordre de la commune de missour

N°11 066/PA

ROYAUME DU ROYAUME
MINISTERE DE L'INTERIEUR
PROVINCE DE SAFI
CERCLE GZOULA
CAIDAT LAAMAMRA
COMMUNE LAAMAMRA

Avis d'Examen d'aptitude professionnelle

Au titre de l'année : 2021

La commune laamamra, Province de Safi organisera un examen d'aptitude professionnelle au titre de l'année 2021 à la salle des réunions de la commune à 10 h suivant le tableau ci-dessous.

Le dernier délai de dépôt de la demande de candidatures est le 28/12/2021.

Grade en compétition	Conditions statutaires exigées	Date des examens	Nombre de postes
Adjoint administratif 2ème Grade	6 ans de service effectif au grade actuel au premier	31/12/2021	01
Adjoint Technique 2ème Grade	examen	31/12/2021	02

N°11 067/PA

MINISTERE DE L'INTERIEUR
PROVINCE DE TAROUDANT
CERCLE DE TALIOUINE
CAIDAT D'ASKAOUEN
COMMUNE TAOUYALTE

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT
N°: 01/TA/2021

Le JEUDI 06 JANVIER 2022, il sera procédé au siège de la Commune TAOUYALTE à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix pour :

Objet du marché	Heure ouverture des plis	Cautionnement provisoire	L'estimation des couts de la prestation annuelle
LOCATION SOUK HEBDOMADAIRE COMMUNAL DE TAOUYALTE Pour l'Année 2022	11 Heure	10 000.00 Dhs	75 000.00 Dhs
LOCATION ABATTOIR COMMUNAL DE TAOUYALTE Pour l'Année 2022.	12 Heure	5 000.00 Dhs	30 000.00 Dhs

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré du bureau de Président de la Commune TAOUYALTE ou de télécharger à partir du portail national des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2.12.349 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau du président de la Commune TAOUYALTE.
- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité.
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 25 du décret n°349.12.2 Précité, à savoir.

1- **Dossier Administratif comprenant :**

- la déclaration sur l'honneur.
- la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent.
- L'attestation du percepteur de lieu d'imposition délivrée depuis moins d'un an.
- l'attestation délivrée depuis moins d'un an par la CNSS.
- solidaire en tenant lieu.
- le certificat d'immatriculation au registre du commerce.
- Photocopie de la carte d'identité nationale
- Statut et dernier PV de l'assemblée pour les personnes morales
- Copie du cahier des charges portant la signature du concurrent

2- **Dossier Financier comprenant :**

- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent comprenant les indications prévues dans l'article 28 du décret n° 349.12.2 précité.
- L'acte d'engagement composant l'offre proposé par le concurrent en chiffre et en lettres.
- En cas de non location de biens l'opération doit être faite le 12 JANVIER 2022.

N°11 068/PA

CONSTITUTION
I/- Aux termes d'un acte SSP du 04/10/2021 à Casablanca, il a été établi les statuts d'une société SARL:

Dénomination : « MY IMPORT EXPORT DISTRIBUTION » SARL.

Objet : MARCHAND DE PRODUITS DE NETTOYAGE. NEGOCIANT. MARCHAND OU INTERMÉDIAIRE EFFECTUANT IMPORTATION ET EXPORTATION.

Siège Social : 26 Av Mers Sultan Apt 3 Etg 1, Casablanca.

Capital Social : 100 000,00 DHS (Cent Mille dirhams).

Apport : L'associé fait apport à la société d'une somme en espèce à savoir :

Mr: YOUSEF LAFARGI : 50.000,00 DHS

Mr: MUSTAPHA OUTAMGHART : 50.000,00 DHS

Durée : 99 ans.

Gérance : Mr: MUSTAPHA OUTAMGHART, gérant pour une durée illimitée.

II-Le dépôt légal a été effectué et immatriculé au registre au tribunal de commerce de Casablanca sous le N° 523981.

N° 11 074/PA

CONSTITUTION

I/ Aux termes d'un acte SSP du 01/11/2021 à Settat il a été établies les statuts d'une société SARL.

-DENOMINATION: MAROCCAN COMPANY FOR RENEWABLE AND CONSTRUCTION « MCRCC » SARL.

-OBJET : Entrepreneur de Travaux Divers ou construction,

-SIEGE SOCIAL :SETTAT, N° 40 MOUJAMAA EL KHEIR 1ère TRANCHE RESIDENCE MAHDI 3ème ETAGE APPT N°5.

-CAPITAL SOCIAL : 500.000,00 DHS (Cent mille dirhams), divisé en 500 parts de cent dirhams (100,00DHS) chacune.

-DUREE: 99 ans.

-GERANCE : La société est gérée par M. ABDEL-FATTAH HASSOUR pour une durée illimitée.

-SIGNATURE BANCAIRE : La société sera engagée par la signature de M. ABDEL-FATTAH HASSOUR.

II/ Le dépôt légal a été effectué auprès du Tribunal de Première Instance de Settat le 06/12/2021 sous N° 1417/2021.

III/ la société est immatriculée au RC de SETTAT sous le numéro : 6811.

POUR EXTRAIT ET MENTION

N° 11 075/PA

DIGITALPOLE "SARL AU" AU CAPITAL DE 100 000,00 DHS

SIEGE SOCIAL : Lot AL MAZOUZIA N° 105 Sidi Ghanem 2ème étage Apt N° 3 Marrakech

Avis de transfert du siège: Suivant la Décision de l'associé unique M. BENTOTO YASSINE en date

du 15/10/2021 enregistrée à Marrakech le 11/11/2021, l'associé unique décide de transférer le siège social de la société initialement établie à Lot AL MAZOUZIA N° 105 Sidi Ghanem 2ème étage Apt N° 3 Marrakech, au nouveau local situé à : Av. Moulay Abdellah Imm. Anass Majorelle entré « A » 5ème étage Bureau N° 40 Marrakech

Le dépôt légal a été effectué au tribunal de commerce de Marrakech le 08/12/2021 sous le N° 120481, registre de commerce N° 102539.

N° 11 076/PA

TAIB ET FILS "SARL" SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE

AU CAPITAL SOCIAL DE 100 000,00 DHS

SIEGE SOCIAL : N° 17 QUARTIER INDUSTRIEL SYBA Marrakech

Avis des modification statutaires :

Suivant P.V. de l'assemblée générale extraordinaire en date du 04/11/2021, enregistré à Marrakech le 05/11/2021, les associés décident les modifications statutaires suivantes :

- L'ouverture d'un point de vente situé à : N° 996 Nahda RDC Mag, N° 996 BIS Askajour M'HAMID Marrakech.

L'ajout à l'objet social de ladite société, l'activité suivante : Achats et ventes de tissus d'ameublement en détail

Le dépôt légal a été effectué au tribunal de commerce de Marrakech le 08/12/2021 sous le N° 13870, registre de commerce N° 104051.

N° 11 077/PA

Compta-Gest Business SARL AU

284 la lagune 4 Essauouira FIDUCIAIRE

COMPTABLE ET FISCALE

Constitution de Sociétés – Modifications – Tenue de comptabilité

CONSTITUTION « JAWSINE SARL »

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 30/09/2021 il a été constitué une société dont les caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination : « JAWSINE SARL »

Objet: Courtier Immobilier

Siege Social: Apt 14 Imm A04 Jawhara Mogador Essauouira

Durée: Fixée à 99.

Capital: 100 000,00 réparti en 1000 parts de 100 dhs dévolu par :

- BENELFAKIR JAOUAD : 500 parts de 100 dhs soit 50 000,00 dhs

- JAGRAOU YASSINE : 500 parts de 100 dhs soit 50 000,00 dhs

Gérance : Accordée à BENELFAKIR JAOUAD et JAGRAOU YASSINE, en qualité de cogérants pour une durée illimitée.

Dépôt Légal : Le dépôt légal est effectué au tribunal de première instance De Essauouira sous le nu-

méro 379, le 26/10/2021. RC N° 5933.

Pour extrait et mention

N° 11 078/PA

LAAMIMATE CONSTRUCTION SARL AU

Société à responsabilité limitée d'associé unique

Au Capital de : 100.000,00 dhs

43 Hay Izdihar Berrchid RC : 12685

I- Par décision en date du 01/11/2021, l'associé unique a décidé la dissolution de la société et sa radiation du registre de commerce ainsi qu'il a donné quitus au liquidateur après la lecture du rapport de liquidateur.

II- Le dépôt légal a été effectué au Greffe du Tribunal de 1ère Instance de Berrchid sous le N° 1427 en date du 25/11/2021. RC : 12685

Pour avis et mention

N° 11 079/PA

CONSTITUTION * TRANSPORT

JAWHARAT ALMOUHIT * S.A.R.L

Suivant acte sous seing privé en date du 25 Novembre 2021 à Casablanca il a été établi les statuts d'une société SARL présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : TRANSPORT JAWHARAT ALMOUHIT

Forme juridique : Société à responsabilité limitée, S.A.R.L.

CAPITAL SOCIAL : Cent Mille (100.000,00) Dirhams divisé en 1000 (Mille) parts sociales de 100 (Cent) Dirhams chacune totalement libérées, et attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs savoir :

- ARCHIDI MOUNIR : Cent (100) Parts.

- NADIA GHOUATI : Neuf Cent (900) Parts.

- TOTAL : Mille (1000) Parts.

Siege Social : 05, rue Dixmude 1er étage, apt 2, Benjdia - Casablanca

Objet :

- Le transport public de voyageurs sur route.

- Transport du personnel

- Toutes opérations de messageries.

Durée : 99 ans.

Dépôt : le dépôt légal a été effectué au tribunal de commerce de Casablanca le 13/12/2021 sous le n° 804092. Registre analytique N° 525557.

N° 11 080/PA

CONSTITUTION

Par acte SSP, il a été établi les statuts d'une société SARL AU ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : STE IMPORT EXPORT SEBOUMMAAS SARL (A.U)

Objet :

• MARCHAND OU INTERMÉDIAIRE EFFECTUANT IMPORTATION ET EXPORTATION.

• NEGOCIANT.

• RESTAURATEUR A PRIX FIXE.

Gérance : Mr. ABDELMA-

JID BELKASSEM, Né le 08/03/1974 CIN N° R139085 Demeurant à MIDDLEHARENIS STR 26C 3086 GL HOLLAND NR.

1- Capital : 100.000,00 DH

2- Capital Social

Mr. ABDELMAJID BELKASSEM : 1000 PARTS.

Soit au total Mille PARTS : 1000 parts

Durée : 99 ans.

Siege Social: HAY OUED EL MALEH IMZOUEN AL HOCEIMA.

Le dépôt a été effectué au greffe du tribunal de première instance d'Al-Hoceima, l'immatriculation au RC a été faite le

08/12/2021 sous le n° 1079.

N° 11 081/PA

CONSTITUTION

Par acte SSP, il a été établi les statuts d'une société SARL AU ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : STE AASILIT BATIMENT SARL (A.U)

Objet :

• ENTREPRENEUR DE TRAVAUX DIVERS OU CONSTRUCTIONS.

• MARCHAND DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION EN GROS.

Gérance : Mr. LAASSILIT MOU-

RAD, Né le 25/03/1983 CIN N° R262679 Demeurant à 32 RUE BAYROUT HAY AFAZAR ALHOCEIMA.

Capital : 100.000,00 DH

Capital Social : Mr. LAASSILIT MOURAD : 1000 PARTS.

Soit au total Mille PARTS : 1000 parts

Durée : 99 ans.

Siege Social: 62 RUE BAYROUT HAY AFAZAR AL HOCEIMA.

Le dépôt a été effectué au greffe du tribunal de première instance d'Al-Hoceima, l'immatriculation au RC a été faite le 24/02/2021 sous le n°193

N° 11 082/PA

UPLINE CAPITAL MANAGEMENT

COMMUNIQUE DE PRESSE

Upline Capital Management porte à la connaissance des porteurs de parts du FCP UPLINE OPPORTUNITES, fonds agréé par l'AMMO en date du 09/05/2012 sous la référence AG/OP/061/2012, que les frais de gestion seront augmentés de 10 pbs à compter du vendredi 17 décembre 2021.

Ces modifications ouvrent aux porteurs de parts la possibilité de sortie sans frais (hors acquis au fonds) pendant une période de trois mois à compter de la date de publication du présent communiqué de presse.

Adresse : 101 Bd Mohamed Zerktouni Casablanca
Téléphone : +212 5 22 99 71 71

www.uplinegroup.ma

N°11 083/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTRE DE L'INTERIEUR
WILAYA REGION GUELMIM-OUED NOUN
PROVINCE DE GUELMIM
SECRETARIAT GENERAL

DIVISION DU BUDGET ET MARCHES

Avis d'appel d'offres ouvert n° 13/BG/2021

Le 07/01/2022 à 11h00 min Il sera procédé, au Secrétariat Général de la Province de Guelmim à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert sur offres de prix pour les Travaux de construction d'un centre de secours de la protection civile à la commune de Taghijjt :

- Lot 1 : Travaux de construction d'un bâtiment du centre de secours de la protection civile à la commune de Taghijjt
- Lot 2 : Travaux de construction d'un logement de fonction, des locaux techniques, guérite, mur de clôture et aménagement extérieur du centre de secours.

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré à la Division du Budget et Marchés de cette Province, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics www.marchespublics.gov.ma.

Le cautionnement provisoire et l'estimation des coûts des prestations, établie par le maître d'ouvrage sont fixés comme suit :

Lot n°	Cautionnement provisoire	Estimation des Coûts des prestations en TTC
1	30.000,00 (Trente mille dhs)	2.262.183,07 (Deux million deux cent soixante-deux mille cent quatre-vingt-trois dirhams et sept centimes)
2	20.000,00 (vingt mille dhs)	1.459.011,96 (Un million quatre cent cinquante-neuf mille et onze dhs et quatre-vingt seize centimes)

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29, 31 et 148 du décret n°12-349 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- Soit déposés leurs plis par voie électronique au portail des marchés publics www.marchespublics.gov.ma.
- soit les envoyer, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau d'ordre de cette Province ;
- soit les déposer contre récépissé dans le bureau précité ;
- soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 6 du règlement de consultation.

- Il est exigé la production de la copie certifiée conforme à l'original du certificat de qualification et de classification pour les entreprises installées au Maroc
- Les entreprises non installées au Maroc doivent fournir le dossier technique tel que prévu par le règlement de la consultation.
- Le secteur de l'activité concernée, la classe minimale et les qualifications exigées sont les suivants :

Lot	Secteur	Qualification exigée	Classe
Lot n° 1	A	A2	4

N°11 073/PA

CONSTITUTION MAO AGENCY SARL AU R.C : 24973

Aux termes d'un acte S.S.P à Inezgane en date du 02 décembre 2021 a été établi les statuts d'une société SARL AU dont les caractéristiques sont les suivantes;

- FORME : Société à responsabilité limitée associée unique
- DENOMINATION : MAO AGENCY
- OBJET : Programmation, conseil et autres activités informatiques
- SIEGE SOCIAL : C/O N° 3 et 4 1er étage Immeuble Youssra Rue Marrakech Cité Hassani Inezgane Maroc
- DURÉE : 99 ans
- CAPITAL SOCIAL ET PARTS SOCIALES : 100 000 DHS divisés en 1000 parts sociales de 100 DHS - TILDI Yassine: 1000 Parts TOTAL : 1000 Parts
- Gérance : TILDI Yassine demeurant à Rue 934 N°57 TARRAST Inezgane.
- ANNÉE SOCIALE : du 1er janvier au 31 décembre

Le dépôt légal a été effectué au Tribunal de première instance d'Inezgane le 10 décembre 2021 sous le N° 2631

N° 11 084/PA

Fiduciaire
MAY Consulting
 0522 604 416
 7, Rue lieutenant Fernand, la villette
 Création de société « OMLIAL SARL AU »
 Au terme d'un acte SSP en date de 22/09/2021 à CASABLANCA a été établi les statuts d'une SARL AU, dont les Caractéristiques sont les suivantes:
 DENOMINATION: OMLIAL « SARL AU »
 L'Objet social: Salon de the.
 Siège social : Casablanca, Hay Mohammadi, Cosmos 4, Lot 9 RD, Rue Lieutenant Fernand Et Comprenant .
 Capital social: 100.000,00 Dhs
 Composé de 1000 parts sociales de 100Dhs, réparties comme suit:
 Mr. Rachid BENBRAHIM: 1000 parts sociales.
 Gérance: la Société est géré par: Mr. Rachid BENBRAHIM
 Durée: 99 ans ;
 La création a été effectuée au près de centre régional d'investissement Le 24 octobre 2021, sous numéro le RC N° 496 039-Casablanca.
 Extrait Pour mention

N° 11 085/PA

ROYAUME DU MAROC MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU DIRECTION REGIONALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU DE RABAT-SALÉ-KENITRA SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DES PRIX N° 02/SLM/2021 marché reconductible
 Le Mardi Onze Janvier de l'an Deux Mille Vingt et Deux à 10Heures

(11/01/2022à 10h), il sera procédé, dans les locaux administratifs du Service de Logistique et de Matériel de Rabat (Avenue Hassan II Route de Casablanca P.K 8,5 RABAT, B.P 6498) à l'ouverture des plis relatifs à l'Appel d'Offres sur offres de prix pour :

La Sécurité, la Surveillance et le Gardiennage des locaux administratifs et techniques du Service Logistique et de Matériel de Rabat.
 Le dossier d'Appel d'Offres peut être retiré du bureau de la comptabilité financière du SLM de Rabat (Avenue Hassan II Route de Casablanca P.K 8,5 RABAT, B.P 6498), il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés de l'Etat : <http://www.marchespublics.gov.ma>

Le cautionnement provisoire est fixé à : Sept mille Dirhams (7 000 dhs)
 L'estimation du coût des prestations établies par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de Deux Cent Quarante Cinq mille Sept Cent Trente Cinq Dirhams, Cinquante Deux Centimes TTC(245 735,52dhs TTC)
 Le contenu la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics.

LES CONCURRENTS PEUVENT :

- * Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité
 - * Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau de Monsieur le Chef du Service de Logistique et de Matériel de Rabat ;
 - * Soit les envoyer par voie électronique au portail des marchés publics conformément à l'article 06 de l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n°20-14 du 08 Kaada 1435 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics
 - * Soit les remettre au président de la commission d'Appel d'Offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis ;
- Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 4 du Règlement de la consultation

N° 11 086/PA

Royaume Du Maroc
 Ministère de la Santé et de la protection sociale
 Délégation provinciale De Tata
AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT
 N° 11 /2021/DMST (Séance publique)
 Le 07/01/2022à 10Heures, il sera procédé au siège de la Délégation du ministère de la Santé à la Province de Tata, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix ayant pour objet : la maintenance préventive et corrective du matériel médico-technique installé au service dentaire de centre hospitalier provinciale relevant de la délégation

provinciale du ministère de la santé a tata.
 Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au bureau des marchés de la Délégation du Ministère de la Santé à la Province de TATA ; AV Mohamed V TATA, il peut être également téléchargé à partir du portail des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma.

- Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de: 2000,00 dhs (Deux mille Dirhams)
 - L'estimation du coût des prestations établie par l'administration est fixée comme suit : 77 760.00dhs (Soixante-dix-sept mille sept cent soixante Dirhams,00 Cts)
 Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers de concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29, 31 et 148 du décret N° 2-12-349 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité
- Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau des marchés sus indiqué ;
- Soit les transmettre, par voie électronique conformément aux dispositions de l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 20-14 du 8 kaada 1435 (4 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les pièces justificatives à fournir sont celle prévues par l'article 4 du règlement de consultation.

N° 11 087/PA

Royaume du Maroc
 Ministère de l'intérieur
 Province de Skhirat-Témara
 Témara
 Secrétaire général
 Division provinciale de l'urbanisme et de l'environnement
 Arrêté du gouverneur... du ...09. Décembre 2021.
 Relatif à l'ouverture d'une enquête publique pour un projet d'usine de traitement de déchets industriels dangereux et non dangereux SMBRM à la commune rurale Ain Atiq-province de Skhirat-TE-MARA

N° 11 087/PA

- Vu la loi n° 12-03 relative au projet soumise aux études d'impact sur l'environnement.
 - Vu la loi n° 11-03 relative à la protection et à la remise en état de l'environnement.
 - Vu la loi n° 13-03 relative à la lutte contre la pollution de l'air.
 - Vu la loi n° 28-00 relative à la gestion et à l'élimination des déchets.
 - Vu le décret portant attributions et fonctionnement du Comité National et des Comités Régionaux d'Etudes d'Impact sur l'Environnement.

- Vu le décret fixant les modalités d'organisation et de déroulement de l'enquête publique relative aux projets soumis aux études d'impact sur l'environnement.

- Vu la circulaire ministérielle conjointe n° D 1998 émise le 17 mars 2009 entre le Ministère de l'Intérieur et le Secrétariat d'Etat auprès du Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement chargé de l'Eau et de l'Environnement relative à la mise en œuvre des décrets d'application de la loi 12-03 relatifs aux études d'impact sur les preuves.

- Vu la note ministérielle n°21594 émise le 14 décembre 2011 relative à l'enquête publique sur des projets soumis aux études d'impact sur l'environnement.

Vula correspondance de Mme la Directrice du Centre Régional d'Investissement de la Région de Rabat-Salé-Kénitra n°1173 du 30/11/2121, relative à la réalisation d'une enquête publique concernant le projet plateforme de traitement des déchets industriels dangereux et non dangereux par la Société Marocaine de Broyage et de Recyclage des Matériaux SMBRM dans la commune d'Ain Atiq dans la préfecture de Skhirat-Témara, il a été ce qui suit :

Article 1 :
 Une enquête publique est ouverte le 30/12/2021 au siège de la commune d'Ain Atiq - préfecture de Skhirat-Témara, relative à l'étude d'impact environnemental du projet de construction d'une plateforme de traitement des déchets industriels dangereux et non dangereux par le Société Marocaine de Broyage et de Recyclage des Matériaux SMBRM

Article 2 :
 Le dossier de l'enquête publique est déposé joint à la présente décision, ainsi que le registre dressé pour recevoir les observations et suggestions des habitants concernés au siège de la

commune d'Ain Atiq pendant la durée de vingt (20) jours, qui est la période de l'enquête publique.

- Cetarreté sera affiché au siège de la commune Ain Atiq pendant une durée de quinze (15) jours avant l'ouverture de l'enquête publique, ainsi que pendant vingt (20) jours, qui est la durée de l'enquête publique.

Article 3 :
 Les habitants concernés par l'enquête publique dans le périmètre d'impact du projet soumis à l'étude d'impact sur l'environnement sont les habitants de la commune d'Ain Atiq.

Article 4 :
 La commission chargée de conduite de l'enquête publique est composée de :
 - Le représentant de l'autorité administrative, M. Pasha Ain Atiq, Président.
 Le président du conseil communal d'Ain Atiq ou son représentant, en qualité de membre.
 -Le directeur régional de l'environnement de la région de Rabat-Salé-Kénitra ou son représentant, en qualité de membre.
 -Le directeur provincial de l'équipement et de l'eau de la région Rabat-Salé-Kénitra, ou son représentant en qualité de membre.
Article 5 :
 A l'expiration de la durée d'enquête publique, le président de la commission provinciale clôture le registre désigné à cet effet qui est signé par les membres de la commission et tient une réunion avec eux le 19/01/2022.

- La commission élabore son rapport comprenant un résumé des observations et suggestions des habitants sur le projet et le transmet au président du comité régional de l'étude d'impact sur l'environnement dans un délai de huit (08) jours à compter de la date de clôture de l'enquête publique.

Article 6 :

- L'exécution du présent arrêté est confiée au président du comité local chargé d'organiser l'enquête publique pour le projet de mise en place d'une plateforme de traitement des déchets industriels dangereux et non dangereux par la Société Marocaine de Broyage et de Recyclage des Matériaux SMBRM.
 Fait à la Préfecture de Skhirat-Témara le : 09 décembre 2021

N° 11 088/PA

Royaume du Maroc
 Ministère de l'intérieur
 Région de Souss Massa
 Province de Tata
 Secrétaire Général
 Division de l'Urbanisme et de l'Environnement
ARRETE
GUBERNATORIAL N°151 EN DATE DU 03 DECEMBRE 2021 ORDONNANT L'OUVERTURE D'UNE ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE A L'ETUDE D'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT DU PROJET D'ASSAINISSEMENT LIQUIDE DU CENTRE DE LA COMMUNE TERRITORIALE AIT OUABELLI PROVINCE DE TATA

En vertu de l'arrêté émis par le Gouverneur de la Province de Tata sous le N°151 du 03/12/2021.

Il sera procédé à la commune Ait Ouabelli, à l'ouverture d'une enquête publique durant 20 jours à partir du lundi 27 Décembre 2021 au sujet de l'étude d'impact sur l'environnement du projet de l'assainissement liquide du centre de la commune territoriale Ait Ouabelli.

Le dossier de l'enquête publique est déposé avec l'arrêté Gubernatorial ainsi que le registre mis à la disposition du public en vue d'y consigner les observations et les suggestions relatives au projet au siège de la commune Ait Ouabelli pendant 20 jours, la période de l'enquête publique.

N° 11 089/PA

ROYAUME DU MAROC MINISTÈRE DE L'INTERIEUR PROVINCE DE BOULEMANE CERCLE DE MISSOUR CAIDAT DE MISSOUR COMMUNE DE OUIZEGHT DIRECTION DES SERVICES BUREAU DES RESSOURCES HUMAINES



AVIS D'EXAMEN D'APTITUDE PROFESSIONNELLE AU TITRE DE L'ANNEE 2021

Le Président de la commune de Ouizeght annonce qu'il sera organisé au siège de la commune de Ouizeght, un examen d'aptitude professionnelle en date du :
 Samedi 31 Décembre 2021 à 09 heures au siège de la commune selon le tableau ci-dessous :

OUVERT AU PROFIT DE	AVANCEMENT AU GRADE	CONDITIONS REQUISES	NOMBRE DE POSTES DISPONIBLES	DERNIER DELAI DE DEPOT DES DOSSIERS
ADJOINT TADMINISTRATIF 2 ^{ème} GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF 1 ^{ère} GRADE	6 ANNEES D'ANCIENNETE EFFECTIVE	1	30/12/2021

N°11 090/PA

Dmitri Mouratov

Capitaine du dernier bastion de la presse libre en Russie

Portrait

Le journaliste russe Dmitri Mouratov, colauréat du prix Nobel de la paix, a mené à travers bien des tempêtes l'emblématique journal d'investigation *Novaïa Gazeta*, dont l'engagement a coûté la vie à plusieurs de ses collaborateurs.

Deux mois après l'annonce, M. Mouratov, 60 ans, a reçu vendredi son Nobel lors d'une cérémonie à Oslo, en compagnie de sa colauréate Maria Ressa, journaliste philippine. Il a demandé à l'assistance d'observer une minute de silence en hommage aux reporters tués.

"Levons-nous et honorons (...) nos collègues reporters (...) qui ont donné leur vie pour cette profession, et apportons notre soutien à ceux qui souffrent de persécution", a dit M. Mouratov. "Je veux que les journalistes meurent vieux".

Il a dédié son prix à *Novaïa Gazeta* et à ses collaborateurs "qui sont morts en défendant le droit des gens à la liberté d'expression", à l'instar de la journaliste Anna Politkovskaïa, tuée en 2006.

Le choix de récompenser ce représentant d'une presse pugnace intervient au moment où les médias indépendants, l'opposition et la société civile, sont durement réprimés en Russie, où ils sont bien souvent ca-



talogués comme "agents de l'étranger" ou bannis pour "extrémisme".

D'ailleurs, en guise de félicitations, le président Vladimir Poutine a prévenu M. Mouratov que son Nobel n'était pas un "bouclier" le protégeant de ce statut "d'agent de l'étranger", une classification qui complique grandement l'activité des personnes et organisations visées et placées sous surveillance.

Avec son regard clair et son visage rond mangé par une barbe grise, le journaliste russe a des allures de père tranquille. Mais sous ces dehors débonnaires, se cache un caractère d'acier.

"Nous n'irons nulle part, nous ne sommes pas des agents de l'étranger", martelait-il ainsi en mars dans un entretien avec l'AFP.

"Nous resterons vivre et travailler en Russie", insistait-il, alors qu'opposants et journalistes s'exilent en nombre depuis l'incarcération en janvier du principal adversaire du Kremlin, Alexeï Navalny.

Modeste, M. Mouratov a d'ailleurs estimé que l'opposant méritait son Nobel de la paix.

Mais ce prix récompense l'engagement d'une vie: Dmitri Mouratov avait déjà reçu plusieurs distinctions pour son combat en faveur de la li-

berté d'expression, dont la Légion d'honneur française en 2010.

Le journaliste est né en 1961 à Kouïbychev, une ville de la Volga rebaptisée Samara après la chute de l'URSS.

Il découvre sa vocation en travaillant à la pige pour quelques publications locales pendant des études de philologie.

Après avoir fait ses armes au sein du quotidien populaire *Komsomolskaïa Pravda*, il participe, en 1993, à la fondation de *Novaïa Gazeta*, avec le soutien financier du dernier dirigeant soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, lui-même prix Nobel de la paix en 1990.

Sous la houlette de M. Mouratov, le journal qu'il dirige de façon quasi continue depuis 1995 s'impose en machine à scoops.

Corruption, affaires impliquant le pouvoir: la publication se penche sur tous les thèmes délicats, y compris ceux qui, avec l'arrivée à la présidence de M. Poutine en 2000, deviennent inabordable pour les autres médias, notamment la guerre en Tchétchénie.

Aujourd'hui encore, désormais tri-hebdomadaire, il continue de publier de longs articles d'investigation au ton mordant sur les mystérieux mercenaires du groupe Wagner ou la répression des homosexuels en

Tchétchénie.

Cet engagement, le journal l'a payé au prix fort: six de ses journalistes ou contributeurs ont été tués depuis sa création en 1993.

Le cas le plus retentissant fut Anna Politkovskaïa, connue pour ses critiques de la guerre sanglante du Kremlin en Tchétchénie et assassinée le 7 octobre 2006 dans le hall de son immeuble. Les commanditaires de ce crime n'ont jamais été identifiés.

Ebranlé par ce meurtre, M. Mouratov a envisagé de fermer le journal, qui lui semblait "dangereux pour la vie des gens", confiait-il en mars à l'AFP.

Mais face à la détermination de sa rédaction, il décide de continuer.

L'année 2009 est particulièrement sanglante avec trois collaborateurs de la rédaction tués, dont une proche d'Anna Politkovskaïa, Natalia Estemirova, qui représentait l'ONG de défense des droits humains Mémorial en Tchétchénie.

Respecté, *Novaïa Gazeta* n'en reste pas moins relativement marginal en Russie et lu essentiellement par l'intelligentsia libérale. Début décembre, son tirage quotidien était d'environ 99.000 exemplaires, tandis que le site revendiquait 18,4 millions de visites en novembre.



Levons-nous et honorons (...) nos collègues reporters (...) qui ont donné leur vie pour cette profession, et apportons notre soutien à ceux qui souffrent de persécution (...) Je veux que les journalistes meurent vieux

Mots flechés

Par Abou Salma

Jeux & Loisirs

PIQUE	ANÉ SAVANT	GAMME BOUCLIER	DURE DANS LE MILIEU	SCANDALISÉ	ENLÈVE	FILOU	AU REVOIR	CONTRE-ATTAQUE
					PRINCE ARABE			
					INFIRME		FORME D'AVOIR VOYELLES	
ÉBRANLÉES								
ESQUIMAU					EXCLUSIVITÉ			
PARTIE DU NÉANT		VOYANT ÉCLAIRE	PASSÉ AU PRÉSENT EN TROP					ÉVINCER
					EN GROUPE AVIDE		LETTRES DE NEVSKI	
LINCEUL				ROCHER			EN VITESSE	
GARAGE				GITAN			AVIVE	
CRACK	EN VILLE ARRÊT		CHANSON À MESSAGE			BIEN MODESTE NAZI		
		RÊVEUR						LISIÈRE
TERME INVERSÉ ARTICLE			GRAND CHEF EN ENTIER					
		À LA MODE		LETTRES DE HANOÏ	EN AUTO	EN LIBERTÉ		FIN DE VERBE
FABRIQUÉE								
CUBE		UN ALLEMAND			GRÈVE			

Solution mots flechés d'hier

COURUS	QUELQUE UN	UNIQUE DE MOYEN	A	MOULIN	POISSON	ENTRÉE DE NIVEAU EN HAUT	T	PARÉ	SEMI-NU	N	COÛT EN UN LONG
			C	O	N	G	E	D	I	E	P
PARTE DE MOYEN			N	E	A	I	G	L	O	O	A
RESCOTE			E	R	M	I	T	E	L	A	C
			O	R	V	E	T	R	I	F	I
SAVANT EN UN			E	I	O	R	C	I	L		
QUATRE NIVEAU			U	D	C	H	E	M	I	N	E
			A	S	S	O	R	T	I	I	E
LA GRANDE PAGE			E	E	N	N	A	C	E	R	N
PLAQUE			V	U	N	U	P				
			B	A	D	I	N	E	N	O	
SURGE			P	A	R	U	A	D	V	E	N
UN			B	I	L	L	E	D	O	U	X

Directeur de la Publication et de la Rédaction
Mohamed Benarbia

Secrétaire général de la rédaction
Mohamed Bouarab

Rédaction
Hassan Bentaleb
Alain Bouithy
Mourad Tabet
Wafaa Mejdoubi
Mehdi Ouassat
Chady Chaabi
Rachid Meftah

Responsable des ressources humaines
Atika Rachdi

Directeur artistique
Fouad Ezzafir

Service technique
Khadija Sabi (Responsable)
Meryem Warrach
Myriem Rehane
Khadija Halafi
Hafid Bouzarouata
Mariama Farki

Elkandoussi Elmardi
Révision
Abdelmoumine Warrach
Secrétariat
Asmaa Tabaa

Photographe
Ahmed Laaraki
Correspondants
Ahmadou El Katab (Laâyoune)
Abdelali khallad (Essaouira)

Collaborateurs
Chouaib Sahnoun
Khalil Benmouya

Adresse de la Rédaction
33, Rue Amir Abdellkader
B.P. 2165 - Casablanca Maroc

Responsible des ressources humaines
E-mail: annoncesliberation@libe.ma

Elkandoussi Elmardi
Youssef El Gahs
Mouna El Yousseoufi
Loubna Baghdadadi
Latifa Mounib
Rkia Ait Dahman
Siham Zaïter
Fadwa Choukri

44, Avenue des F.A.R
3^{ème} Etage - Casablanca
Tél: (0522) 31.00.62
(0522) 62.32.32
(0522) 60.23.44
Fax: (0522) 31.28.10

Imprimerie
Les Editions Maghrebines

Distribution
SAPRESS
Dossier de PRESSE 130/64

Site web:
www.libe.ma

Journal Libération

Libération Maroc

المغرب OJD MAROC
2017 www.ojd.ma

Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2					■					
3				■						■
4					■					
5								■		
6		■								
7					■					
8				■		■			■	
9			■							
10			■							

HORIZONTALLEMENT

- 1 - Au milieu du vers
- 2 - Terrible au cinéma – Touche
- 3 - Eau d'Afrique – Sectateur
- 4 - Triangle d'estuaire – Passé l'heure
- 5 - Portugaise – Forme d'avoir
- 6 - Continent Englouti
- 7 - Infatuée - Toucher
- 8 - Sans compagnie
- 9 - Changement de peau – Il sait parler
- 10 - Coordonnant – Vieille cornemuse

VERTICALEMENT

- 1 - Brahmanisme
- 2 - Bassin de ménagère – Remue (Se ...)
- 3 - Ductile
- 4 - Dans latin – Empereur romain
- 5 - Pièce – Contracté
- 6 - Base de lancement – Défini – Clou fileté
- 7 - Contrefont – Personnel
- 8 - Abandonna – Mollusque creuseur
- 9 - Sifflerait – Font le rat
- 10 - Liant - Pénurie

Solution mots croisés d'hier

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	M	A	S	T	O	D	O	N	T	E
2	I	V	O	I	R	E	■	A	U	X
3	L	I	R	E	■	R	A	S	A	T
4	L	A	T	R	I	N	E	S	■	A
5	E	T	■	S	O	I	R	E	E	S
6	N	E	O	■	D	E	E	S	S	E
7	A	U	T	E	U	R	S	■	C	■
8	I	R	E	■	R	E	■	P	A	T
9	R	■	N	U	E	■	P	A	L	E
10	E	N	T	R	E	E	■	L	E	S

Grilles de sudoku

Facile

3		5		8	6	2		
				3			8	1
	9			1	3			5
4				5				
8	6		7	4	3		9	2
			1				7	
7		3	4					1
1	8			9				
		9	3	1		4		8

Moyen

	5	7			8	9		
4			5	6		1		
			2					6
		5	4	1			3	
9				2				8
	2			9	5	6		
8				2				
		3		7	4			1
		9	3			7	6	

Difficile

5				9	8	6	1	
						5		
	3	1		7				
3				6		2	1	
4								5
1	7		4					8
				4		3	7	
		3						
	9	5	1	3				4

Expert

		9			1			
	5				7		4	
		6		9				2
			9		4		3	6
				2				
7	9		5		3			
8				1		3		
	1	4					6	
			8			5		

Rappel des règles

Remplir chaque carré de 9 cases par des chiffres allant de 1 à 9.
Aucun de ces chiffres ne doit apparaître deux fois dans la même case, la même ligne ou la même colonne.

Solution sudoku d'hier

Facile

7	4	6	5	3	1	8	9	2
2	1	5	4	9	8	3	6	7
8	3	9	6	2	7	1	5	4
9	8	3	2	1	6	7	4	5
6	5	1	7	8	4	9	2	3
4	7	2	9	5	3	6	8	1
1	6	8	3	4	5	2	7	9
3	9	4	8	7	2	5	1	6
5	2	7	1	6	9	4	3	8

Moyen

9	8	3	6	2	1	4	5	7
6	7	2	5	4	8	3	1	9
5	4	1	7	3	9	6	8	2
2	5	4	1	6	7	8	9	3
1	6	7	8	9	3	5	2	4
8	3	9	4	5	2	1	7	6
4	1	8	2	7	6	9	3	5
3	2	6	9	8	5	7	4	1
7	9	5	3	1	4	2	6	8

Difficile

6	7	8	4	2	5	1	9	3
3	1	2	6	9	7	8	5	4
5	4	9	3	1	8	6	2	7
8	6	4	9	5	2	7	3	1
2	5	7	1	6	3	4	8	9
9	3	1	7	8	4	5	6	2
7	9	6	8	3	1	2	4	5
1	2	3	5	4	6	9	7	8
4	8	5	2	7	9	3	1	6

Expert

8	1	2	4	9	6	3	5	7
9	4	7	5	2	3	6	8	1
5	6	3	7	1	8	4	2	9
3	5	1	2	8	7	9	4	6
4	9	6	1	3	5	2	7	8
2	7	8	6	4	9	1	3	5
1	8	9	3	5	4	7	6	2
6	3	5	9	7	2	8	1	4
7	2	4	8	6	1	5	9	3

Sport

Ligue des champions

Après un tirage chaotique, le PSG tombe sur le Real



Le Paris SG a hérité du Real Madrid, l'un des adversaires qu'il craignait le plus, et Lille du tenant du titre Chelsea, selon un second tirage au sort effectué lundi par l'UEFA, quelques heures après une première procédure entachée d'irrégularités et finalement annulée.

Pendant près de deux heures, les fans se sont délectés des retrouvailles à venir entre Lionel Messi et Cristiano Ronaldo, superstars de l'affiche entre le PSG et Manchester United qui se profilait au printemps.

Mais un "problème technique" pointé par l'UEFA a biaisé ce premier tirage au sort, contraignant l'instance à l'annuler et à improviser en urgence une nouvelle cérémonie dans l'après-midi, un couac sans précédent dans l'histoire récente de la compétition reine européenne.

Avec un résultat bien différencié, les supporters auront finalement droit à un choc entre Kylian Mbappé et Karim Benzema, dont la complexité régalait en équipe de France.

Cette cérémonie litigieuse risque encore de faire parler d'elle, car elle a fait des déçus, comme le Real, qui est passé du Benfica au PSG.

"C'est surprenant, regrettable et très difficile de comprendre ce qui s'est passé aujourd'hui", a réagi Emilio Butragueno, directeur des relations institutionnelles du Real Madrid sur la chaîne officielle du club.

A Lille, rien n'a changé puisque Chelsea est tombé à chaque fois. Le LOSC et les "Blues" ont des atomes crochus, puisque les deux équipes se sont déjà rencontrées en 2019, lors de la phase de groupes.

Le PSG et le Real, aussi, partagent une longue histoire commune. Ils se sont déjà affrontés en 8es en 2018. Les Madrilènes, avec Cristiano Ronaldo (aujourd'hui à Manchester), s'étaient imposés à l'aller (3-1), comme au retour (2-1).

Mais si leur historique est riche, il est déjà acquis que la suite sera tout aussi prolifique, grâce à Mbappé, dont l'avenir fait l'objet d'une guerre à distance entre les deux clubs.

"Kyky" a souhaité rejoindre l'été dernier la formation marseillaise, mais les dirigeants parisiens ont refusé une proposition à 200 millions d'euros des Espagnols pour racheter sa dernière année de contrat.

L'attaquant pourrait franchir les Pyrénées à l'été prochain, libre, sauf si un accord est trouvé avec le PSG pour prolonger - une issue plus qu'incertaine.

Dans l'autre sens, Paris a réussi à attirer l'été dernier l'ancien capitaine du Real Sergio Ramos, libre de tout contrat, dont le stade Santiago-Bernabeu attend le retour de pied ferme.

"Mes sensations sont mitigées: j'aurais préféré ne pas avoir ce tirage, mais en même temps je suis très heureux de retourner au Bernabeu, ma maison", a déclaré le défenseur espagnol lors d'une inauguration à Madrid.

Autre retour attendu, celui de Lionel Messi, souvent décisif sur cette pelouse avec Barcelone.

Paris va accueillir le match aller (15, 16, 22 ou 23 février), avant de se déplacer au retour (8, 9, 15 ou 16 mars)

Largement en tête de la Liga, l'équipe madrilène entraînée par Carlo Ancelotti, ancien du PSG (2011-2013), part pour le moment favorite.

Mais Paris a promis de progresser d'ici là. Le technicien Mauricio Pochettino doit retrouver sa superstar Neymar, blessé à une cheville et dont le retour est prévu mi-janvier.

Du côté de Lille, il faudra hausser le ton contre Chelsea. Les "Blues", entraînés par l'ancien technicien du PSG Thomas Tuchel, apparaissent comme l'un des plus sérieux candidats pour leur succession.

"Ce sera un gros challenge à relever pour nous. On sera dans la position d'outsider", a réagi l'entraîneur lillois Jocelyn Gourvenec.

Dans les autres affiches, Manchester United a hérité de l'Atlético Madrid, et Liverpool, de l'Inter Milan.

Si l'UEFA a procédé à un second tirage, c'est pour éteindre l'incendie né d'irrégularités lors de la première procédure.

La confédération européenne

a reconnu "un incident technique sur le logiciel de l'un des prestataires de service externes" qui a perturbé le déroulé, avec notamment la boule de Manchester United oubliée au moment de constituer le pot des adversaires potentiels de l'Atlético Madrid, une lacune susceptible d'avoir faussé le tirage.

Sur les réseaux sociaux, de nombreuses réactions ont pointé du doigt ces irrégularités et dénoncé les attermoissements de l'UEFA, mise sous pression ces derniers mois par un projet rapidement avorté de "Super Ligue" quasi fermée rassemblant les plus grands clubs du continent.

L'Atlético, pour sa part, a aussitôt demandé des "explications" à l'UEFA, qui a préféré tout recommencer à zéro... s'exposant peut-être à de nouvelles contestations de la part d'autres clubs.

"Je pense que c'est juste. Il y a eu une erreur, mais parfois, ces choses peuvent arriver. S'il y a eu une erreur, il faut refaire le tirage, pour que ce ne soit pas suspicieux", a tranché l'entraîneur de Manchester City Pep Guardiola.

42 cas de Covid dans le championnat anglais



Le championnat anglais a enregistré lundi 42 nouveaux cas de Covid-19, un record depuis que les résultats des tests ont commencé à être publiés en mai 2020, a annoncé la Premier League.

"Entre le lundi 6 décembre et le dimanche 12 décembre, 3.805 tests ont été réalisés parmi les joueurs et membres des staffs. Parmi eux, 42 nouveaux tests sont revenus positifs", a déclaré la Premier League dans un communiqué.

Seulement une douzaine de cas avaient été rapportés la semaine

dernière, mais des foyers de Covid sont apparus depuis dans plusieurs clubs de l'élite, dont Manchester United.

La ligue a déjà demandé aux clubs de remettre en place des mesures sanitaires comme le port du masque ou la distanciation sociale, alors que la Grande-Bretagne a décrété récemment de nouvelles restrictions.

Le précédent record du nombre de tests positifs dans le championnat anglais était de 40 cas, enregistrés au début du mois de janvier après deux séries de tests.

La semaine dernière, Totten-

ham avait signalé treize cas parmi ses joueurs et son personnel, ce qui avait entraîné l'annulation du match de Ligue Europa Conference contre Rennes puis celui à Brighton en championnat.

Manchester United a également été touché et a dû fermer son centre d'entraînement pendant 24 heures. Le club a indiqué lundi avoir entamé des discussions avec la ligue pour reporter son match à Brentford prévu mardi.

D'autres clubs, dont Norwich et Aston Villa, ont aussi rapporté plusieurs cas positifs dans leurs effectifs.



Demi-finales de la Coupe arabe des nations de football

Deux chocs de bonne facture en perspective

Place au dernier carré de la Coupe arabe des nations, épreuve placée sous l'égide de la FIFA, qui se déroule actuellement au Qatar.

La première demi-finale opposera, à partir de 16 heures au stade Ras Abu Aboud, la sélection tunisienne à son homologue égyptienne. Une confrontation aux couleurs nord-africaines entre deux équipes qui avaient abordé le tournoi avec le statut de prétendants au titre.

Lors des quarts de finale, les Tunisiens et les Égyptiens ont eu à se dépenser à fond en vue de franchir ce cap. Les Aigles de Carthage ont eu raison d'une coriace formation du Sultanat d'Oman, scellant le sort de cette partie sur le score de 2 à 1, au moment où les Pharaons ont sorti la Jordanie après recours aux prolongations (3-1).

Une opposition qui s'annonce sous de bons auspices entre deux adversaires qui regorgent d'éléments pétriés de qualités, décidés à aller jusqu'au bout de la compétition.

Cette rencontre sera suivie à 20 heures par le choc qui mettra aux prises, à Al Thumaima Stadium à Doha, le Qatar et l'Algérie. Une partie que les supporters marocains suivront avec un petit pincement au cœur, du fait qu'ils auraient aimé voir leur équipe nationale encore en course pour ce titre qu'elle avait gagné lors de la précédente édition en Arabie Saoudite.

Le scénario tant souhaité n'a pu



prendre forme et l'on aura droit à une explication entre le Qatar qui déroule depuis l'entame du tournoi, et l'Algérie qui affiche la grande forme, pas prête à lâcher du lest.

Au tour des quarts de finale, la sélection qatarie, poussée par son public qui meuble les gradins des somptueux stades qui abriteront en cette période

l'année prochaine les phases finales du Mondial FIFA, a eu raison du onze émirati, défait sur le score sans appel de 5 à 0.

Quant à l'équipe algérienne, elle avait disposé au tour précédent de son homologue marocaine. Le temps réglementaire et les prolongations étant soldés sur un score de parité, deux

partout, il a fallu recourir aux tirs au but pour départager les deux teams : 5-3 en faveur des Fenecs.

Il convient de signaler en dernier lieu que le match de classement et la finale de cette Coupe arabe, sorte de répétition pleinement réussie du Mondial, auront lieu le 18 courant.

Mohamed Bouarab

Reprise de la Botola

Après une trêve d'un peu plus d'un mois pour permettre au Onze national A de pouvoir disputer la Coupe arabe des nations, la Botola Pro D1 de football reprendra ses droits courant de cette semaine. A cet effet, la Ligue nationale de football professionnel (LNFP) a communiqué, lundi, le programme des matches comptant pour les 13 et 14^{èmes} journées du championnat.

13^{ème} journée

Vendredi 17 décembre

16h00 : RSB-RCOZ

18h30 : Raja-HUSA

Samedi 18 décembre

16h00 : DHJ-WAC

18h15 : MCO-FUS

20h30 : ASFAR-SCCM

Dimanche 19 décembre

16h00 : JSS-CAYB

18h30 : OCK-MAS

20h30 : IRT-OCS

14^{ème} journée

Vendredi 24 décembre

16h00 : WAC-MCO

18h15 : SCCM-RSB

Samedi 25 décembre

16h00 : HUSA-JSS

18h15 : RCOZ-FUS

20h30 : MAS-IRT

Dimanche 26 décembre

16h00 : CAYB-DHJ

18h15 : OCS-OCK

Lundi 27 décembre

20h30 : ASFAR-Raja



JO-2024 de Paris

La Seine, colonne vertébrale d'une cérémonie inédite

Les JO de Paris poseront d'emblée le cadre de leur ambition: pour la première fois dans l'histoire des Jeux d'été, la cérémonie d'ouverture se déroulera non seulement hors d'un stade mais aussi sur l'eau, avec un défilé sur la Seine dans Paris, un vrai défi avec près de 600.000 spectateurs attendus.

Le conseil d'administration du comité d'organisation des JO (Cojo) a levé ce vrai-faux suspense en validant lundi ce projet un peu fou, révélé cet été par le président Emmanuel Macron lors des JO de Tokyo. Il ne faisait guère plus de doute depuis cette sortie présidentielle que la Seine serait ce théâtre improbable d'une cérémonie originale, et totalement inédite.

"Une première inédite, avant-gardiste", a confié Tony Estanguet à l'AFP, qui se veut aussi "populaire et accessible au plus grand nombre", avec pour la première fois un accès gratuit pour une partie du public que les organisateurs espèrent à près de 600.000 personnes. "Une rupture", a-t-il lancé lors d'une conférence de presse lundi soir, aux côtés de la maire

de Paris Anne Hidalgo. Celle-ci s'est félicitée qu'on "redécouvre la Seine", de surcroît "assainie" pour l'occasion.

Les quais bas, les plus près de la Seine, seront aménagés en tribunes, tout comme une partie des ponts traversés, ce qui permettra une billetterie déclinable en gamme tarifaire. La partie haute des quais sera elle réservée au public sans billet, là encore, une première. Certaines péniches pourront aussi être utilisées pour recevoir du public.

"Cela va permettre au peuple de regarder en vrai cette cérémonie", s'est réjouie Brigitte Henriques, présidente du comité olympique français.

Pour essayer de comprendre l'ampleur d'un tel projet, il suffit de se pencher sur les chiffres: 206 délégations, plus de 10.500 athlètes qui devront défilé sur plus de 160 bateaux sur 6 kilomètres, entre le pont d'Austerlitz et le pont d'Iéna, le tout en près de 3h.

Cela nécessite une logistique millimétrée, "avec des questionnements que nous avons évidemment sur beaucoup de sujets, météo, transport,

spectacle", explique Thierry Reboul, le directeur des cérémonies de Paris-2024, chef d'orchestre de cet ambitieux projet.

La Seine permet aussi aux équipes de Paris-2024 d'envisager une partie artistique elle aussi extrêmement originale. Des artistes suspendus, des attractions sportives sur les ponts traversés, des jeux de lumière sur l'eau... "On fourmille d'idées", reconnaît Thierry Reboul.

A l'issue de ce défilé fluvial, les sportifs et les officiels, y compris les chefs d'Etat, se rejoindront en contrebas de l'esplanade du Trocadéro pour les discours et la fin de la cérémonie.

Interrogé lundi soir sur le fait de savoir où serait allumée et où sera la flamme olympique dans le cadre de ce dispositif, Tony Estanguet a répondu: "Cela ne fait pas partie des sujets qu'on a expertisés, on vous donne rendez-vous l'année prochaine".

Interrogé aussi sur son coût - sachant que le Cojo a actuellement un budget de 3,9 milliards d'euros (97% d'argent privé) - Tony Estanguet a indiqué que le coût des cérémonies sera

"finalisé" en 2022. La cérémonie d'ouverture est la plus marquante mais il y en a encore trois autres, celle de la clôture et les deux cérémonies des paralympiques.

Le chemin ne fut pas si simple pour arriver à la concrétisation de ce projet. Et si l'idée d'une telle cérémonie a germé assez tôt dans l'esprit des organisateurs, juste après l'obtention des JO en 2017, il a fallu surmonter quelques réticences.

Les principales sont d'ailleurs venues des forces de l'ordre qui ont assez vite souligné le défi sécuritaire d'un tel projet.

"Cela a soulevé très vite de nombreuses questions: comment filtrer les gens, comment sécuriser les lieux tout en permettant un accès libre. Et si un bateau chavire, que fait-on?", détaille une source policière proche des négociations.

Près d'une cinquantaine de réunions avec toutes les autorités impliquées, du ministère de l'Intérieur aux institutions fluviales de la Seine en passant par la mairie de Paris ont été nécessaires.

Lors des dernières réunions sur le sujet, les forces de l'ordre avaient plutôt refroidi les ardeurs des organisateurs en voulant limiter le public à près de 250.000 personnes. Il semble donc que le bras de fer ait été remporté par les organisateurs et la Mairie de Paris.

"C'est important pour nous de conditionner la faisabilité de cette cérémonie d'ouverture en ville au fait que la sécurité soit garantie pour tout le monde", a résumé Tony Estanguet.

Le premier ministre Jean Castex avait annoncé à l'issue d'un comité interministériel consacré aux JO en Seine-Saint-Denis il y a près d'un mois avoir demandé au ministère de l'Intérieur de formuler des propositions sur la sécurité de l'évènement "d'ici la fin de l'année".

Les organisateurs vont "poursuivre les travaux engagés, en particulier sur les questions budgétaires, la sécurité et les conséquences sur la ville et sur l'écosystème du fleuve", précise Paris-2024.

Le cadre est en tout cas posé et devrait sans nul doute marquer les esprits.

Dans un Cuba en crise économique, la soupe populaire fait le plein

Avec une grande cuillère en bois, le cuisinier "Pepin" mélange 136 kilos de viande hachée avec de la sauce tomate: le repas que sert une institution religieuse cubaine à 2.200 habitants d'un quartier pauvre de La Havane.

Avant l'arrivée du coronavirus sur l'île, en mars 2020, quelque 700 personnes venaient chaque jour à cette soupe populaire. La crise économique provoquée par la pandémie et le renforcement des sanctions américaines ont fait exploser le nombre de bénéficiaires.

"Pepin", c'est le surnom de Pedro Pablo Vazquez, aux fourneaux pour ce projet communautaire baptisé Quisicuba et consacré à la réinsertion sociale dans le quartier Los Sitios, l'un des plus pauvres de la capitale cubaine.

"Moi j'étais un gamin qui traînait dans la rue sans travailler, j'avais eu des problèmes... le parrain m'a accueilli ici, et désormais grâce à lui je suis quelqu'un de bien", confie à l'AFP l'homme de 40 ans, dans la petite cuisine où il s'agit depuis l'aube.

Ce "parrain" qu'il mentionne est Enrique Aleman, directeur de ce

projet communautaire et leader d'une organisation religieuse spiritiste qui vient en aide aux mères célibataires, familles de détenus, séropositifs, alcooliques et sans abri.

"Le boom de l'affluence à la soupe populaire est un effet du blocus (l'embargo américain en vigueur depuis 1962 et récemment renforcé, ndr), en pleine pandémie", estime Enrique Aleman, entouré d'objets liés au spiritisme dans son bureau, autrefois un foyer d'anciens esclaves Kissi, venus d'Angola au 16e siècle, et désormais un musée, propriété de sa famille depuis 1932.

Et "nous sommes dans l'un des 61 quartiers de La Havane les plus vulnérables".

Après les manifestations historiques du 11 juillet, quand des milliers de Cubains ont protesté aux cris de "Nous avons faim" et "Liberté", le président Miguel Diaz-Canel avait désigné une soixantaine de quartiers défavorisés de la capitale comme prioritaires pour y implanter des programmes sociaux.

"Les plus grandes actions sont liées au social et à ce qui est à tous. Qu'est-ce qui est à tous? Les services basiques indispensables du quartier,

les bodegas (où la nourriture est vendue à bas prix, ndr), le cabinet médical, le parc pour enfants" et les logements, avait précisé en octobre le gouverneur de La Havane, Reinaldo Garcia.

Le programme gouvernemental a été lancé alors que la crise économique - la pire en 27 ans, avec une chute du PIB de 11% en 2020, frappe surtout les plus pauvres.

A Los Sitios, l'eau et l'électricité ont souvent été coupées, tandis que les difficultés pour s'alimenter grandissaient.

La soupe populaire du quartier ne reçoit pourtant aucun argent de l'Etat et se finance uniquement grâce à la communauté religieuse, via des dons et l'aumône.

Sur une table, des récipients de différentes tailles ont été posés. On y lit les prénoms de leurs propriétaires, "Esther" ou "Lecida", ou un simple numéro, "19", "92"...

Isabel Antomarchi, 70 ans, travaille là depuis 30 ans. Avec une vieille cuillère en métal, elle sert la viande accompagnée de riz jaune.

Ce service est pour "les gens sans domicile, qui vivent dans la rue, qui n'ont pas de famille, nulle part où



vivre, ils sont expulsés de leurs maisons et viennent ici prendre un peu à manger", raconte celle que tout le monde appelle "tia" (tante).

Les bénéficiaires attendent sur un terrain proche qu'un volontaire leur rende leurs récipients remplis, à travers une fenêtre.

Dans ce pays de 11,2 millions d'habitants et dirigé par le Parti communiste, seul autorisé, les organisations religieuses comblent depuis plusieurs années les espaces que l'Etat ne peut plus couvrir.

Car malgré la volonté d'imposer

un athéisme marxiste, 70% de la population dit encore avoir une croyance, bien souvent un syncrétisme qui mélange les religions catholique et évangélique avec les cultes africains et spiritistes.

A la différence de l'opposition, qui réclame plus de liberté et accuse le gouvernement d'être grandement responsable des difficultés économiques, le projet Quisicuba coïncide pleinement "avec les sentiments de la révolution et la volonté de la révolution cubaine", affirme son leader.

Recettes

Mini tajine de kefta à l'oeuf



Ingrédients (4 personnes):

500 Gr de viande hachée
2 Échalotes
1 Cuil à soupe d'épices marocaines
Huile d'olive
Huile de tournesol
Persil ciselé
Coriandre ciselée
6 Tomates mûres
4 Œufs
Sel et poivre

Préparation:

Dans un saladier mélanger la viande

hachée avec 1 échalote hachée, de l'huile d'olive, les épices et la coriandre ciselée. Saler et poivrer.

Avec vos mains façonner des boulettes régulières. Réserver.

Ebouillanter les tomates. Les laisser refroidir et les peler.

Dans une casserole faire revenir l'échalote restante. Ajouter les tomates écrasées et le persil ciselé.

Laisser mijoter 20 minutes.

Dans une poêle faire cuire vos boulettes dans un peu d'huile d'olive.

Dans une autre poêle faire cuire vos oeufs au plat avec un peu d'huile de tournesol.

Une photo balayée à plus de 200 km par les tornades

Une photo de famille, arrachée d'une maison frappée vendredi soir par les tornades aux Etats-Unis, a semble-t-il parcouru plus de 200 kilomètres charriée par le vent, selon le récit qu'une Américaine a publié sur internet.

En sortant samedi matin de son domicile situé dans la ville de New Albany, dans l'Etat de l'Indiana, Katie Posten a eu son regard attiré par ce petit cliché noir et blanc, venu se coller sur une vitre de sa voiture.

L'image, montrant une femme en robe à

rayures tenant un enfant, et affichant à son verso "Gertie Swatzell et JD Swatzell, 1942", présente toutes les caractéristiques d'une photo de famille.

Mme Posten a alors eu l'idée de publier le cliché sur ses comptes Twitter et Facebook, dans l'espoir de retrouver ses propriétaires.

Son message, largement partagé par la communauté des internautes, lui a permis d'entrer en contact avec une famille de Dawson Springs, une ville de l'Etat du Kentucky en partie détruite par la force des tornades.

